



Ouvrer pour que les
populations rurales pauvres
se libèrent de la pauvreté

République Tunisienne

Projet de développement agricole intégré dans le Gouvernorat de Siliana - Phase-II

Rapport de supervision

Rapport principal et appendices

Dates de la mission: 18 au 30 novembre 2013

Date du document: 13 décembre 2013

No. du Projet: 1299

No. du rapport: 3268-TN

Division Proche-Orient, Afrique du Nord et Europe
Département de la gestion des programmes

Table des matières

Projet de développement agricole intégré dans le gouvernorat de Siliana - Phase-II	1
A. Introduction	1
B. Vue d'ensemble de l'exécution du projet	1
C. Produits et effets	3
D. État d'avancement de l'exécution du projet	17
E. Aspects fiduciaires	17
F. Durabilité	19
G. Autres	20
H. Conclusion	22

Appendices

Appendice 1: Résumé de l'état d'avancement du projet et notes attribuées	23
Appendice 2: Cadre logique actualisé: état d'avancement par rapport aux objectifs, effets et produits	27
Appendice 3: Récapitulatif des principales mesures à prendre dans les délais convenus	31
Appendice 4: Etat d'avancement matériel par rapport au PTBA (y compris indicateurs SYGRI)	33
Appendice 5: Aspects financiers: performance financière effective par bailleur de fonds et par composante, et décaissements par catégorie	37
Appendice 6: Application des dispositions de l'accord de financement: état d'avancement	39
Appendice 7: Gestion des savoirs: apprentissage et innovation	41

Annexe techniques

Annexe 1: Etat des projets d'AEP	43
Annexe 2: Etat des PI	44
Annexe 3: Etat des pistes	45
Annexe 4: PTBA 2014- PDAI	46
Annexe 5: PTBA 2014 composante-FEM	49

Sigles et acronymes

ACTA	Aménagement et Conservation des Terres Agricoles
AEP	Alimentation en Eau Potable
AFA	Agence Foncière Agricole
AFD	Agence Française de Développement
AGR	Activités Génératrices de Revenus
ALD	Association Locale de Développement
AO	Appel d'Offres
ANETI	Agence Nationale de l'Emploi et du Travail Indépendant
AVFA	Agence de Vulgarisation et de la Formation Agricole
BCT	Banque Centrale de Tunisie
BE	Bureau d'Etudes
BF	Bailleur de fonds
BFPME	Banque de Financement de la PME
BRETI	Bureau Régional de l'Emploi et du Travail Indépendant
CES	Conservation des Eaux et des Sols
CD	Comité de Développement
CCOP	Comité de Coordination Opérationnelle du Projet
CDI	Comité de Développement du Imadat
CGF	Contrôle Général des Finances
CL	Conseil Local
CM	Commission des marchés
CPA	Contrat programme Annuel
CNSC	Comité National de Suivi et de Coordination
CR	Conseil Régional
CRDA	Commissariat de Développement Agricole
DAO	Dossier d'Appels d'Offres
DG	Direction Générale
DRH	Direction Régionale de l'Habitat
DT	Dinar Tunisien
FCGBV	Financement Cadre pour la Gestion des Bassins Versants
FEM	Fonds Mondial pour l'Environnement
FIDA	Fonds International de Développement Agricole
FIOP	Financement, Investissement et Organismes Professionnels
GDA	Groupeement de Développement Agricole
GREE	Génie Rural et Exploitation des Eaux
GDS	Gestion Durable des Terres
MA	Ministère de l'Agriculture
MICI	Ministère de l'Investissement et de la Coopération Internationale
ME	Ministère de l'Environnement
mdt	Mille dinars tunisiens
MF	Ministère des Finances
MP	Micro-projet
OEP	Office de l'Elevage et du Pâturage
ODNO	Office de Développement du Nord-Ouest
OSP	Organisation Socio Professionnelle
PDAI II	Projet de Développement Agricole Intégré de Siliana - Phase II
PDP	Plan de Développement Participatif
PI	Périmètre Irrigué
PME	Petite et Moyenne Entreprise
SMSA	Société Mutuelle de Service Agricole
SSE	Système de Suivi-Evaluation
TDR	Termes de Référence
UPLC	Unité de planification Locale et de Coordination
UST	Unité Socio-Territoriale

A. Introduction¹

1. Une mission de supervision du projet de développement agricole intégré dans le gouvernorat de Siliana, Phase II (PDAI-II) a été effectuée du 18 au 30 novembre 2013. Elle a été clôturée par un entretien avec M. Noureddine Kaabi, Secrétaire d'Etat au MDCI à qui les principales conclusions de la supervision ont été restituées. En plus de l'examen à mi-parcours qui a eu lieu en décembre 2012, c'est la troisième mission de supervision du PDAI-II effectuée directement par le FIDA. Les trois premières missions de supervision ont eu lieu en 2007, 2008 et 2009 et ont été assurées par l'UNOPS. La mission avait pour objectifs, l'examen de l'état d'avancement du projet, l'analyse des résultats atteints et éventuellement des contraintes rencontrées, l'assistance de l'équipe du projet pour l'identification des solutions de nature à contribuer à lever ces contraintes, la finalisation, avec l'équipe du projet du PTBA 2014 et la préparation de l'achèvement du projet prévue en fin 2014.
2. A son démarrage, la mission s'est rendue directement à Siliana et a assisté à la réunion de démarrage, présidée par Mr. le Commissaire Régional de Développement Agricole de Siliana et en présence de tous les opérateurs et partenaires régionaux. Elle a effectué des entretiens avec, les responsables des différentes structures techniques du CRDA (Arrondissements, CES, GREE, Vulgarisation, PI) et, avec les principaux partenaires régionaux (OEP, ODNO, ANETI-BRETI, AFA). Sur terrain la mission a discuté avec les représentants des bénéficiaires organisés en CDI et en GDA et a visité quelques sites de PI, CES, AEP, plantation arboricole, aménagement foncier, micro-projets et micro-entreprises réalisés et accompagnés dans le cadre du projet, pour constater de visu la matérialisation des actions et sonder l'avis des bénéficiaires ainsi que leur degré de participation-implication et de satisfaction au niveau des activités du projet et estimer la durabilité des réalisations et leur contribution à la réalisations des objectifs du projet. A la fin des visites de terrain, une première restitution a eu lieu le 26/11 sous la présidence de Mr. le Commissaire et en présence des opérateurs du Projet.
3. De retour à Tunis, la mission a tenu des réunions avec le Directeur Général de la FIOP, le Directeur Général du Génie rural et de l'exploitation des eaux, Le coordinateur du Programme FCGBV à la DGAETA et, avec le Coordinateur de la composante GEF à la DGEQV. Une réunion de synthèse a eu lieu le 29 novembre à la DGFIOP, présidée par le Directeur Général du FIOP, en présence des représentants des Ministères du Développement et de la Coopération Internationale (MDCI), de la DGEQV, des Directions Techniques centrales impliquées et, de l'UPLC du projet. Une restitution des résultats de la mission a eu lieu le même jour au MDCI, lors d'une réunion présidée par la Directrice générale de la coopération multilatérale.
4. La mission tient à remercier tous les responsables et cadres Tunisiens au niveau local, régional et central, pour leur accueil et de l'assistance dont elle a bénéficié tout au long de cette mission.
5. Les conclusions et propositions présentées dans cet aide-mémoire ne reflètent que le point de vue de la mission et ne seront définitives qu'après approbation du FIDA et du Gouvernement Tunisien.

B. Vue d'ensemble de l'exécution du projet

6. D'un coût global initial de 39 MUSD (l'équivalent de 50,6 millions de dinar tunisien) pour une durée d'exécution de six ans, le projet de développement agricole intégré dans le Gouvernorat de Siliana, Phase II a démarré par l'entrée en vigueur de la première source de financement extérieur (FIDA: 10,9 MDTs) en juin 2007. En août 2012, et sur demande du Gouvernement Tunisien, un financement supplémentaire d'un prêt FIDA a été signé pour un montant de 5 M\$ et une prolongation de la date d'achèvement de 18 mois a été approuvée par le FIDA. Le coût total actualisé est de 45

¹ Composition de la mission: La mission est composée de, M. Zine El Abidine Ghoudi, Point Focal du FIDA en Tunisie, Spécialiste en organisation et gestion des projets, M. Fethi Goucha, Ingénieur rural, spécialiste en hydraulique agricole et infrastructure de base, et Mme Sandrine Jacqueson, Assistante de Programme au FIDA. A l'occasion de la mission de conception finale du PRODEFIL à Médenine, M. Patrick Herlant, CPM au FIDA a assisté à la mission de supervision les 19 et 20 novembre 2013.

MUSD et la nouvelle date d'achèvement est prévue pour fin décembre 2014. Le financement FEM, géré par le FIDA (5 M\$) est entré en vigueur en septembre 2010 pour un achèvement en septembre 2015. Compte tenu du prêt supplémentaire et du glissement du dinar tunisien (DT) par rapport au DTS et au dollar, le coût du projet a été actualisé à 62 millions de dinars (MD), environ. Le projet a assigné les objectifs spécifiques suivants: (i) engager un processus de développement local capable de stimuler l'initiative et l'investissement des populations rurales dans l'agriculture, l'élevage et la conservation des ressources naturelles, (ii) diversifier et accroître les possibilités d'emplois et d'investissements en milieu rural en particulier pour les femmes et les jeunes, (iii) renforcer les capacités institutionnelles de l'administration et des bénéficiaires, et (iv) assurer que la gestion durable des sols soit prise en compte comme un axe essentiel du développement local par l'ensemble des acteurs locaux et décideurs au niveau national.

7. Six ans après le démarrage du projet, et malgré la conjoncture difficile durant les trois dernières années, l'Unité du projet et les structures techniques régionales ont déployé un effort considérable pour maintenir un rythme optimum de l'exécution. Ainsi, les réalisations physiques, à ce jour, ont intéressé la quasi-totalité des composantes avec une avancée relative des actions financées sur les ressources du FIDA et des retards des actions financées sur les ressources du FEM. Le niveau global cumulé des engagements est de l'ordre 80% par rapport au coût actualisé. Pour le PTBA 2013, ce niveau est de l'ordre 75% pour tout le projet. Le rythme d'exécution sur terrain a été ralenti surtout en 2011 et en 2012 à cause de la conjoncture révolutionnaire exceptionnelle en Tunisie. Si ce rythme a été relativement plus accéléré en 2013, en termes d'engagement, il est encore peu satisfaisant en termes de mise en valeur sur terrain et de décaissement, en particulier pour les pistes, périmètres irrigués et alimentation en eau potable. Comme base d'une planification locale, 54 plans de développement participatif (PDP) ont été réalisés en concertation avec la population bénéficiaire organisée en Comité de Développement des Imadats (CDI) et en Groupement de Développement Agricole (GDA). Les principales réalisations physiques sur terrain, à ce jour, ont concerné la création de 230 ha de périmètres irrigués (PI) autour du barrage collinaires (51%) pour 60 irrigants, la création et la réhabilitation de 430 ha de PI sur forages (120%) pour 353 irrigants avec 17 km de pistes dans ces PI. Le PI Kharrouba n'est pas encore achevé (75%), l'engagement des travaux de 400 ha de périmètre d'épandage (70%) au bénéfice de 50 irrigants, l'achèvement des travaux de création et de réhabilitation de onze (11) projets d'alimentation en eau potable (AEP) pour 3447 habitants, l'engagement des travaux de 14 autres projets d'AEP pour 3412 bénéficiaires (avancement entre 10 et 95%), la construction de 250 citernes pour la collecte des eaux pluviales pour 225 familles (50 achevés à 100% et 200 à 90%), et l'engagement de 49 km de pistes rurales (85% des prévisions) pour le désenclavement de plus de 1500 familles, dont 13 km réceptionnés définitivement et, 36 km en cours d'exécution (avancement entre 20 et 80%). La plantation arboricole a concerné 6980 ha en pluvial et en irrigué (135% des prévisions globales) au profit de plus de 6500 bénéficiaires. La gestion durable des terres a porté sur l'engagement des travaux de remembrement en sec sur une superficie de 3000 ha (300% des prévisions) dont 1500 achevés à 100% pour 708 bénéficiaires et 1500 ha sont en cours, l'engagement de la construction de l'écomusée à Jbel Serj (avancement 80%), l'aménagement de 5200 ha de travaux de conservation des Eaux et du Sol (CES) sur les ressources de l'AFD, soit 55% des prévisions. Augmenté des réalisations sur le programme national dans la zone du projet, ce taux a dépassé 100% des prévisions. Les réalisations ont porté aussi sur l'engagement des travaux de création de six lac collinaires, non prévus initialement par le rapport de pré-évaluation mais prévus par les PDP, sur les ressources de l'Agence Française de Développement (AFD), et la réalisation de 1401 ouvrages de recharge et de correction de ravins (233%). Concernant la création d'emploi, 470 microprojets (85%), dont 125 pour les femmes rurales et 32 petites et Moyennes Entreprises (PME), soit 97% des prévisions, ont été créés et installés depuis le démarrage du projet, mais nécessitent un suivi et un accompagnement rapprochés durant les premières années de leur installation pour garantir leur durabilité.

8. Par ailleurs, la qualité des réalisations des infrastructures hydrauliques est satisfaisante alors que le niveau d'exploitation et de mise en eau des PI et des projets d'AEP reste encore modeste. La qualité des pistes réalisées reste moyenne et certains tronçons ont été endommagés faute de budget d'entretien suffisant et de modestes qualifications des entreprises. Le tissu communautaire et les

organisations de base responsables de la gestion des infrastructures hydrauliques encore fragiles, la pression conjoncturelle exagérée de la population, et les structures administratives, conjoncturellement affaiblies, risquent de limiter le niveau d'exploitation des infrastructures. Les missions précédentes de suivi et de supervision ont fait des recommandations pour améliorer le niveau d'exploitation des infrastructures réalisées et renforcer les capacités institutionnelles du tissu communautaires, mais n'ont été satisfaites que partiellement. Ainsi, en préparation du rapport d'achèvement, prévu en fin 2014, il est temps d'engager quelques études d'évaluation des effets et impacts des actions réalisés et de la capacité des organisations de base et de l'administration à prendre en charge le processus de développement après l'achèvement.

Mesures correctives/recommandations

Mesure convenue	Responsabilité	Date convenue
Achever et réceptionner tous les travaux et prestations en cours et à engager avant la date d'achèvement du projet	CRDA UPLC DRH	31 décembre 2014 pour les prêts FIDA
Accélérer le rythme de décaissement aussi bien pour les Prêts du FIDA que sur le Don GEF	UPLC AT-FEM	60% avant fin 2013 et 80% avant fin 2014 pour les prêts et 20% avant fin 2013 et 50% avant fin 2014 pour le don FEM
Engager la réalisation du rapport d'achèvement du projet (en particulier sur les ressources du FIDA)	UPLC	avant fin décembre 2014

C. Produits et effets

Composante A: Développement local intégré

A.1. Appui aux organisations de base

9. **Préparation et accompagnement de PDP.** Sur les 54 PDP prévus, 54 CDI ont été constitués, 12 PDP ont été préparés par les moyens propres de l'administration appuyés par une assistance ponctuelle du FIDA et 42 PDP ont été sous-traités à des bureaux d'études, et déjà réceptionnés. Le taux de réalisation est donc de 100%. L'accompagnement de la mise en œuvre de 42 PDP (78% des prévisions) a été également sous-traité. Il est en cours avec des taux de réalisation variant de 100% dans 12 PDP à 60% pour les autres. En 2011 et 2012, les BE ont rencontré des difficultés avec la population pour exécuter leurs programmes d'accompagnement. Le suivi de la mise en œuvre dans les derniers 12 PDPs n'a pas eu lieu faute de réalisations effectives dans ces Imadats qui n'ont bénéficié, jusque-là que de plantations arboricoles. Depuis 2011 plus de la moitié des CDI n'est plus fonctionnelle (67%) et aucun CPA supplémentaire n'a été signé avec les représentants des bénéficiaires durant les années 2011-2012.

10. **Appui aux GDA.** En parallèle à l'exécution des infrastructures hydrauliques (PI et AEP), 12 nouveaux GDA ont été créés (dont 8 dans les PI et 4 pour l'AEP) et appuyés (formation de 15 GDA et construction de 05 locaux). Toutefois, leur fonctionnalité a été affectée et un programme de redynamisation a été recommandé depuis 2011, mais reste sans effets substantiels faute de moyens adéquats et à cause de la conjoncture sociale difficile.

11. Une campagne systématique de diagnostic devrait établir un constat exhaustif de fonctionnalité et générer un plan de fonctionnalisation des CDI et des GDA. Ce plan comprendrait à la fois la continuité des actions de reconstitution des CDI et des GDA défaillants et un plan de formation systématique des membres des CDI et des GDA. Ce plan de réhabilitation des organisations sur la zone du projet conditionnera la qualité de la stratégie de sortie du Projet.

A.2. Conseil agricole aux producteurs

12. **La vulgarisation et le conseil agricole privés.** La mission de conseil et vulgarisation agricole a été confiée à deux bureaux d'études qui se sont installés sur la zone du projet et ont démarré leurs prestations en avril 2010 jusqu'à juillet 2013. Cette mission de vulgarisation devait cibler 500 agriculteurs répartis entre le nord du gouvernorat (9 Imadats) le sud du gouvernorat (8 Imadats).

Chacun des deux bureaux d'étude a mobilisé une équipe composée d'un vulgarisateur permanent polyvalent qui réside dans la zone du projet et qui assure la coordination de son équipe et la liaison avec la population-cible et les partenaires en place. L'équipe intègre aussi des spécialistes-matières en céréaliculture, horticulture et en élevage mobilisés à la demande et selon un programme prédéfini en concertation avec les agriculteurs.

13. Les principaux résultats montrent que les agriculteurs, dans des proportions respectables eu égard à la durée de l'expérience ont, non seulement eu connaissance de l'expérience mais ont déjà bénéficié des prestations proposées par les deux bureaux. Ils en perçoivent déjà les résultats et les impacts sur leurs activités et sur le rendement de certaines de leurs spéculations. Ils attribuent en général au conseil agricole dont ils ont bénéficié, des améliorations des rendements suite à la maîtrise des techniques de production. 25%² d'entre eux voient que ce type d'action leur a conféré une maîtrise de la conduite du cheptel bovin et ovin et 8% jugent que la seule insuffisance réside dans la fréquence des visites des vulgarisateurs aux bénéficiaires jugée assez limitée.

14. Sous réserve de confirmation des premiers résultats encourageants sur des durées et sur des effectifs de bénéficiaires plus importants, la tendance la plus logique semble celle d'entreprendre une évaluation plus rapprochée de cette expérience en associant l'AVFA pour tirer les leçons et, en cas de résultats positifs, élargir l'expérience à d'autres zones dans le cadre d'une vision stratégique de vulgarisation agricole.

15. **Conseil en élevage.** Conformément aux prévisions, la mission d'encadrement technique des producteurs laitiers a été confiée à l'OEP selon une convention (CRDA et OEP) entrée en vigueur en 2010. Les prestations de services de conseil personnalisé devraient s'étaler sur 5 ans, et toucher directement 70 à 100 éleveurs de bovins laitiers par an auxquels s'ajouteraient 150 autres qui bénéficieraient de conseils généraux sur la conduite de leurs élevages. Les prestations contractuelles ont été exécutées à concurrence de 85%.

16. Les enquêtes entreprises par le CNEA montrent que 83% des éleveurs concernés ont constaté une amélioration de la production et que 33% ont remarqué que les résultats d'analyse ont amélioré la réception du lait. Les personnes interrogées montrent toutes des signes de confiance vis-à-vis des conseillers de production laitière et déclarent avoir bénéficié de conseils qui leur ont permis d'améliorer leur niveau de maîtrise de la conduite des troupeaux. 80% de ceux-ci déclarent qu'ils maîtrisent et utilisent les documents fournis par les conseillers. La résolution du problème de la collecte du lait a eu un impact positif sur l'adhésion des éleveurs à l'expérience et le nombre moyen de vaches qui était en déclin en fin 2010 est remonté à 6 selon le CNEA.

17. **La recherche-développement.** Une convention de recherche développement a été signée en mars 2012 entre le Projet et le Pôle de recherche du NO pour entreprendre les six thèmes suivant: i) Développement des grandes cultures en irrigué; ii) développement des techniques d'alimentation des ovins et des caprins; iii) développement du secteur oléicole; iv) développement de l'écotourisme; v) étude sur les systèmes de gestion des ressources naturelles; et vi) diversification des sources de revenus des familles pauvres. Les travaux ont démarré mais n'ont pas produits de résultats substantiels à ce jour.

A.3. Soutien à la production agricole

18. **Actions de soutien au développement de l'arboriculture.** Les réalisations cumulées ont porté sur une superficie de 6980 ha (130% des prévisions globales) dont 300 ha en irrigué (200% des prévisions globales) plantés en olivier, figuier, pêcher et cerisier pour environ 6500 bénéficiaires, à raison de 0.8 ha par bénéficiaire. Cette action est très appréciée par les agriculteurs et le taux de réussite moyen de la plantation est de plus de 80%. Environ 2200 ha seront plantés en 2014.

19. **Opérations de remembrement:** Les travaux de remembrement sur une superficie de 1 500 ha (100% des prévisions) pour 708 bénéficiaires dont 1 200 ha sur les ressources du FIDA dans les délégations de Rohia (secteur Haria) et Siliana Sud (secteur Sidi Morched) ont été achevés à 100%

² Chiffres issus des enquêtes du CNEA

et les agriculteurs, sont en cours d'installation selon le nouveau lotissement. A travers cette opération le nombre de parcelles par exploitant a été réduit de 12% et la valeur de l'hectare s'est multiplié par cinq à dix par rapport à la situation initiale. Un autre contrat a été signé avec l'AFA pour le remembrement de 1500 ha sur les ressources du FEM. Les travaux sont en cours.

20. **Formation des bénéficiaires:** En plus de la formation entreprise, dans le cadre de la composante emploi et micro-entreprise, le projet a entrepris les formations suivantes:

- Formation de 42 agriculteurs par l'intermédiaire du centre de formation professionnelle agricole El-Gantra (Siliana sud). Deux sessions ont été organisées sur le thème de la gestion des réseaux d'irrigation à la parcelle pour augmenter le rendement et l'efficacité de l'irrigation dans les périmètres irrigués (Délégation de Gaâfour). Une autre session de formation a porté sur la conduite de l'élevage bovin pour encourager l'intégration de l'élevage bovin dans les exploitations agricoles irriguées (Bargou). Les bénéficiaires de la formation ont été appuyés pour acquérir des vaches laitières moyennant des microcrédits octroyés par l'ONG El-Wifak de Bargou.
- Formation de 20 femmes rurales a été menée entre le projet (UPLC, ANETI), Bureau de formation privé et l'ONG El-Wifak Bargou sur le thème de petit élevage (aviculture de ferme, cuniculture, apiculture).
- Deux sessions de formation au profit de 18 femmes rurales dans la délégation de Makthar ont été assurées par la propriétaire d'une entreprise d'élevage cunicole. Le projet a assuré la coordination et l'identification des besoins. L'agricultrice a conduit la formation des promotrices de projets cunicoles, l'encadrement et le suivi tandis que l'ONG a assuré le financement des micro-projets.

21. **Actions de démonstration.** Ces actions ont porté essentiellement sur:

- Acquisition des semences fourragère pour 159 parcelles chez des petits agriculteurs (83.5 ha).
- Acquisition des produits de traitement utilisés dans le semis direct pour une superficie emblavée de l'ordre de 792 ha.
- Achat et distribution de 765 porte greffes pour améliorer la conduite de pêcher de Bargou au profit de 15 bénéficiaires.

A.4. Conservation et protection des ressources naturelles

22. **Programme FCGBV.** Les principales réalisations effectuées sur le financement de l'AFD-FCGBV ont porté sur: i) 28 ouvrages de recharge ou de protection en gabion (28% des prévisions) et 33 ouvrages en cours de réalisation dont le taux d'avancement est de 60%; ii) 1373 ha de protection des ravins ont été construits, souvent en maçonnerie de pierres sèches (275%) et 200 ha en cours d'aménagement dont le taux d'avancement des travaux est de 35%; et iii) des travaux de végétalisation des ravins ont été réalisés sur une superficie de 510 ha (51%) et 400 ha identifiés et les offres sont en cours de dépouillement. En plus de ces travaux, le projet a engagé sur le financement de l'AFD les études de treize (13) lacs collinaires et la réalisation de six (06) ouvrages, et sept (07) autres sont en cours d'étude.

23. Le projet a réalisé, aussi, dans le cadre du même financement de l'AFD les travaux suivants: i) aménagement de 1150 ha de banquettes mécaniques (26% des prévisions); ii) la protection de 1430 ha par des cordons en pierres sèches (115%); iii) des travaux d'entretien et de sauvegarde ont été réalisés sur une superficie de 550 ha qui représente que 8% des prévisions; iv) la protection des cours d'eau par la construction de sept (07) murs de soutènement, l'avancement des travaux est de 60%, v) plantations arboricoles pour consolidation des banquettes et ouvrages de CES sur une superficie de 1200 ha (33%); et vi) l'aménagement de 200 ha par de seuils en pierres sèches et 211 ha en cours de réalisation et dont les travaux sont avancés à 60%. En revanche, 200 ha ont été protégés par des seuils en pierres sèches (action non prévue par le document du projet). Par ailleurs, aucune réalisation n'a été concrétisée au niveau des banquettes manuelles (1000 ha prévus) et de la mise en œuvre de techniques douces (1000 ha sont prévus).

24. **Programme National.** En plus des travaux mentionnés ci-dessus, l'Arrondissement CES a réalisé sur le programme national de 2009 à 2013 plusieurs autres travaux, dont les plus importantes

sont: i) constructions de banquettes et plantations sur 742 ha; ii) 34 ouvrages de recharge; iii) 20 ouvrages de correction des ravins; iv) 5 lacs collinaires; et v) la sauvegarde et l'entretien des travaux sur 14278 ha.

25. D'une manière générale, la qualité des travaux de CES est globalement satisfaisante mais les réalisations sur le programme FCGBV, en matière d'aménagement, sont encore largement en dessous des prévisions du projet même si d'autres actions non prévues ont été réalisées comme les lacs collinaires. Cette situation pourrait s'expliquer, essentiellement par le fait que ce programme est pilote à l'échelle nationale et concerne plusieurs Gouvernorats. Toutefois, cette faible performance relative est largement atténuée par l'effort consenti dans le cadre du programme national.

26. Les principaux constats pourront être récapitulés comme suit: i) la difficulté de concilier entre une approche participative à la demande avec les exigences d'une approche technique obéissant à une logique d'intervention exhaustive de l'amont vers l'aval; ii) l'énorme inadéquation entre les besoins impressionnants et les ressources disponibles (durée et ressources financières et humaines); iii) une intégration insuffisante entre les travaux de CES avec les autres activités du projet. On peut citer comme exemple l'opportunité manquée d'associer systématiquement des travaux de protection des ravins avec les travaux de construction des pistes surtout au niveau des tronçons très vulnérables aux crues; et iv) le manque d'études d'évaluation pour apprécier l'efficacité et les impacts réels des ouvrages de CES d'une manière générale et des ouvrages de recharge, en particulier.

27. **Financement FIDA.** Compte tenu de la dévaluation du dinar tunisien, des reliquats ont été importants constatés, la mission a retenu un projet d'aménagement d'un tronçon de l'oued de Siliana par des actions de protection des berges (murs de soutènement, seuils de stabilisation et correction du lit de l'oued). Les berges de l'oued ont subi des dégâts importants, le long de 11 km environ, causés par les crues de 2011 et même des terres, au niveau de certaines parcelles limitrophes à l'oued, ont été emportés par les eaux des crues. L'aménagement retenu par la mission permet de: i) protéger les parcelles productives (plantations arboricoles, cultures maraîchères et annuelles) et les équipements installés dans ces parcelles, ii) d'atténuer les effets érosifs des grandes crues à caractères destructifs; et iii) garantir la durabilité des investissements agricoles dans les parcelles à risque vis-à-vis les effets des crues, surtout que ces dernières appartiennent à des petits agriculteurs et des jeunes promoteurs. L'aménagement retenu par le projet répond aussi aux objectifs de la gestion durable des terres. Dans ce cadre le Gouvernement a réalisé une étude qui a prévu un montant d'investissement de 8 MD pour la protection de la zone. Un premier lot pour 1,8 MD a été engagé sur les ressources du budget national. Le deuxième lot pour un coût estimatif de 2 MD sera pris en charge sur les ressources du prêt FIDA et fera partie du PTBA 2014.

28. **Amélioration des parcours privés et de protection et développement du domaine forestier.** Ces activités, prévues sur le financement FEM, pour des superficies respectifs de 1600 ha et 2600 ha (selon le rapport de formulation). Une convention a été signée avec l'OEP pour la réalisation de 1050 ha d'amélioration pastorale. Le niveau d'exécution est de 40%.

A.5. Aménagements hydro agricoles

29. **Aménagement de périmètres irrigués sur forage.** Le projet a prévu, au total l'aménagement de 350 ha, dont 200 ha de création de nouveaux périmètres et 150 ha de réhabilitation de périmètres existants. Pour les créations, les réalisations ont porté sur l'aménagement et l'équipement de six nouveaux périmètres totalisant une superficie de 224 ha (*112% des prévisions*) bénéficiant à 179 exploitants (les études d'aménagement ont été réalisées en 2008 et les travaux de construction à partir de 2009). En plus de l'aménagement des systèmes d'irrigation eux-mêmes, dix (10) km de pistes non revêtues ont été aménagées à l'intérieur de ces périmètres. Pour ce qui concerne les travaux de réhabilitation, le Projet a engagé, depuis 2010 des travaux pour la réhabilitation de 4 périmètres existants totalisant 206 ha (174 exploitants), soit *137% des prévisions* mais les travaux ne sont achevés à 100% qu'au niveau du périmètre Sodga III (45 ha) et dont les travaux ont été réceptionnés; par contre, pour les 3 autres périmètres, les taux d'avancement, des travaux de génie civil, sont compris entre 75 et 95%, alors que les équipements des stations de pompage ont été installés.. L'achèvement des travaux du périmètre Tour Elil est prévu en février 2014. Par contre

l'aménagement du Périmètre Kharrouba est tributaire de l'accord de certains riverains du passage des conduites dans leurs parcelles. En outre, la réhabilitation du périmètre de Soualem (50 ha; 35 exploitants) l'appel d'offre a été annulé faute d'entreprises spécialisée dans la réalisation du forage (problème observé à l'échelle nationale depuis 2011). Dans le cadre de la réhabilitation de ces quatre périmètres, 7 km de pistes internes non revêtues ont été réalisés. La mission a constaté des retards très importants dans la réalisation des travaux au niveau des 4 périmètres dont trois ont été attribués à une même entreprise. Ces retards sont engendrés par plusieurs facteurs: faible nombre et saturation des plans de charge des Entreprises locales, effets des perturbations politiques et sociales depuis le 14 janvier 2011, manque de moyens des Entreprises, oppositions sporadiques par des riverains, souvent injustifiées et incontrôlées etc...).

30. **La qualité des travaux est généralement bonne** à l'exception des travaux de la piste interne au périmètre de Sodga III (3km, environ) qui a été très fortement dégradée par les fortes pluies de 2012. Ces dégâts ont été aggravés par l'absence de dispositif efficace de protection contre les ruissellements du corps de la piste; cette protection n'a été prévue par l'aménagement pour des raisons financières. En outre, La mission a constaté que le périmètre d'*Aouled Moullah* reste très vulnérable aux fortes crues et aux charriages de galets en provenance des montagnes qui le longent. Des travaux complémentaires de protection s'imposent pour assurer la durabilité de ce périmètre.

31. Par ailleurs, la principale difficulté réside dans le retard de la *mise en exploitation*. En effet, trois (03) sont entré en exploitation en 2012 (Sidi Mouallah, Sdga VII et Bled Debbich), un (01) en 2013 (Oued Zguifa), alors que le périmètre Sidi Nawi (20 ha) le démarrage de la mise en eau est tributaire du raccordement de la station de pompage sur le réseau STEG. Les principales contraintes ayant empêchée ou retardée la mise en exploitation de ces périmètres sont liées aux retards occasionnés dans l'électrification des forages qui sont dus soit l'indisponibilité des équipements électriques au niveau de la STEG (sidi Mouallah, Oued Zguifa et Bled Debbich) soit à l'opposition de certains riverains aux travaux (passage des conduites dans les parcelles, réalisations des travaux non prévus par certains projets). Le blocage lié à l'opposition des riverains subsiste encore au niveau périmètres Kharrouba et Sidi Nawi. L'équipe du Projet et les services techniques du CRDA ont rassuré la mission que ces blocages sont en cours de traitement ainsi que les actions supplémentaires retenues au niveau du Périmètre Sidi Nawi.

32. **Aménagement de périmètres irrigués sur barrage collinaire.** Les travaux d'aménagement du périmètre irrigué du Barrage de Smati sur une superficie de 230 ha (*sur 450 ha prévus, soit 51%*) au profit de 60 bénéficiaires et son électrification ont été achevés et réceptionnés et l'exploitation du périmètre du côté de Siliana a démarré en mai 2012. Les travaux d'aménagement ont démarré en 2009 mais ils ont connu des retards importants à cause d'une opposition formulées par les exploitants riverains du côté du Gouvernorat de Kairouan qui ont réclamé eux aussi leur droit d'aménager un périmètre irrigué sur ce barrage. Finalement, compte tenu des ressources excédentaires du barrage, une solution d'entente a été trouvée en reconnaissant leur droit à aménager un autre périmètre sur la rive gauche de la retenue sur les programmes du Gouvernorat de Kairouan. La mise en valeur a démarré en 2012 par la création de plantations arboricoles (oliviers, amandiers et pommiers) et les cultures maraichères et annuelles sur 150 ha environ.

33. **Aménagement de périmètres d'épandage des eaux des crues.** Les travaux d'aménagement de 400 ha d'épandage sur oued El Aoud ont démarré en 2011 sur le financement de l'AFD (*contre une prévision de 600 ha, soit 67%*). Néanmoins, l'entreprise initiale s'est confrontée à plusieurs problèmes aussi bien avec les bénéficiaires qu'avec ses propres employés. Après plusieurs lettres de mise en demeure adressées à l'Entreprise, l'Administration a résilié le marché et l'a attribué à une autre entreprise et les travaux avancent à concurrence de 70%. Compte tenu de l'opposition sociale sur 100 ha, les travaux s'achèveront à concurrence de 300 ha uniquement. Quant à la réhabilitation des 1200 ha existants (réalisés au cours de la première phase) aucune action n'a été programmée durant l'exécution du projet.

34. **Aménagement de périmètres irrigués sur des puits de surface.** Les réalisations, prévues par les bénéficiaires avec des subventions de l'Etat, ont porté sur: i) le curage et l'approfondissement

de 22 puits sur 50 prévus (44%); et ii) l'équipement en matériel d'économie d'eau de 78 ha sur 250 ha prévus (31%). Aucune réalisation n'a été notée en matière de construction de bassins de stockage (25 unités prévue) et d'équipement et construction d'abris (50 unités prévues). A cet égard, on peut constater que le projet n'a pas pu réaliser des résultats meilleurs en dépit de l'importance de la demande dans le domaine du développement de l'irrigation privée et la bonne rentabilité de cette action.

A.6. Alimentation en eau potable

35. Création de nouveaux systèmes d'AEP. Dix-neuf (19) nouveaux systèmes d'AEP ont été retenus par le projet pour desservir une population totale de 6364 habitants. L'état général d'avancement des travaux, en novembre 2013, se présente comme suit: i) six (06) systèmes AEP ont été achevés à 100%. Ces systèmes sont entrés en exploitation au courant de l'année 2012 et ils assurent l'alimentation de près de 592 habitants, ii) Les travaux d'exécution de trois (03) systèmes sont en arrêt et le taux d'avancement est estimé à 15% au niveau des projets Marget El Ejla-Aouled Mrabet (152 habitants), Msilib-Souidia (286 habitants) et Ras Eloued (200 habitants) ; la reprise des travaux est tributaire de l'accord de la SONEDE sur le point de piquage sur ses réseaux pour l'alimentation de ces trois (03) systèmes; iii) le taux d'avancement est évalué à 75% (Mjadbia:266 habitants, Aouled Slama: 305 habitants et Ain Jeddra: 139 habitants)) et l'achèvement des travaux est prévu, d'après les techniciens du CRDA, entre février 2014 (Ain Jeddra) et avril 2014, iv) La réception provisoire du projet Sfaya est programmée en décembre 2013; v) les contrats sont en cours d'enregistrement des projets Bennouria et Errahla; les travaux sont prévus pour une durée de 180 jours, et qui devraient être réceptionnés en août 2014 en cas où les travaux démarreront, sans retard, en janvier 2014; et vi) Les projets de Babboucha (850 habitants) et Aouled Arfa (80 habitants) sont programmés en 2014 et dont les résultats de dépouillement ont été déclarés infructueux; le 2^{ème} avis d'appel d'offres a été lancé et la remise des offres est fixée pour le 6 décembre 2013. Les travaux sont prévus pour une durée de 180 jours, et qui devront être réceptionnés en octobre 2014. Cette date prévisionnelle ne serait respectée qu'en cas où, d'une part, la durée des procédures de passation des marchés et le démarrage effectif des travaux ne doivent dépasser les trois (03) mois à partir de la date de remise des offres. L'achèvement des travaux des projets en cours d'exécution est prévu entre février et mai 2014.

36. Réhabilitation de systèmes existants d'AEP. L'état d'avancement des travaux est récapitulé comme suit: i) Les travaux de réhabilitation des cinq systèmes prévus, par le projet, ont été achevés à 100%; ces infrastructures assurent l'approvisionnement de 2705 habitants (*Elmfathia* de la délégation de Makthar: 825 habitants, *Aouled Abda* de la délégation Siliana sud: 650 habitants, *Jabnoun* de la délégation de Kesra: 560 habitants, *Sodga-Dkhila*: 670 habitants, et *Dhouaouda* de délégation de Kesra: 150 habitants). Les travaux ont été achevés et les systèmes ont été mis en eau; et ii) Dix nouveaux projets de réhabilitation ont été identifiés et retenus, par les techniciens du CRDA 2013; trois (03) projets, dont les délais d'exécution varient entre 100 et 180 jours, sont en cours d'enregistrement des contrats. Les sept autres projets, le 2^{ème} avis d'appel d'offres a été lancé et la remise des offres est fixée pour le 6 décembre 2013. La mission recommande, pour l'achèvement des travaux des projets d'AEP, programmés pour 2014, une maîtrise des délais d'attribution des marchés et ceux contractuels pour l'exécution des travaux. Le l'avancement des réalisations doit être contrôlé et suivi par des réunions rapprochées en cas de besoin, regroupant les différents intervenants (Entrepreneurs, CRDA, autorités locales et représentants des bénéficiaires).

37. Besoins supplémentaires en AEP. Compte tenu de la forte demande en AEP dans tous le Gouvernorat de Siliana (un taux de desserte en milieu rural de 87%) et particulièrement la délégation de Rouhia qui présente un taux de desserte plus faible que la moyenne du Gouvernorat, lors de la mission d'examen à mi-parcours, le projet et les services techniques du CRDA ont sollicité de la mission d'examiner la possibilité de renforcer cette sous-composante par la réalisation d'un important projet d'AEP rurale, déjà étudié et qui concernera trois secteurs de la délégation de Rouhia et qui ciblera une population rurale pauvre de plus de 3500 habitants relevant des secteurs de Msahla, Smirette nord et Smirette sud et touchant plus d'une vingtaine de petites localités. La mission a recommandé la prise en charge de ce projet à condition de respecter deux conditions: a)

l'actualisation rapide des études (par les services techniques du CRDA) tout en veillant à la prise en compte de la préférence actuelle des populations du branchement individuel; b) compte tenu de la complexité du système hydraulique réfléchir à une nouvelle forme de gestion tripartite associant les services de l'Administration (responsabilité de la maintenance lourde), un opérateur privé local ou un mini-service technique inter-GDA (exploitation et maintenance courante) et les GDA (04 ou 05 GDAs) qui auront la charge de gérer les mini-systèmes internes de leur localités. Cette expérience (pilote) de gestion doit être fortement accompagnée et soutenue par les services techniques régionaux et centraux du Génie Rural. Compte tenue, d'une part, de la complexité du projet au niveau de la gestion et l'exploitation de l'importante infrastructure hydraulique à réaliser, et d'autre part, suite à l'opposition du propriétaire de la parcelle où se trouve le forage principale pour l'approvisionnement de la population ciblée par le nouveau système, les services techniques du CRDA ont décidé de ne pas exécuter ce projet dans ces conditions. Ce projet a été remplacé par plusieurs petits systèmes (création et réhabilitation). Cette décision justifie le nombre important de projets programmés pour 2014.

38. Les travaux d'AEP exécutés sont de bonne qualité et la conception des systèmes AEP est conforme aux normes techniques validées et appliquées par la DGGREE dans tout le pays depuis les années 1990. Néanmoins, à l'instar des travaux d'irrigation, la réalisation et/ou le démarrage de l'exploitation des systèmes d'AEP a connu des retards importants liés à plusieurs contraintes (conjoncture sociopolitique actuelle du pays, réclamation systématique par les bénéficiaires des branchements individuels, demandes des extensions non prévues par le concepteur, oppositions de certains riverains pour le passage des conduites dans leurs parcelles, retards dans l'électrification de certains points d'eau. Ces difficultés ont été progressivement atténuées et surmontées durant 2013 les projets. D'autres contraintes rencontrées et concernent, essentiellement, le fonctionnement des GDA. Elles sont les mêmes que pour les PI cités ci-dessus.

A.7. Pistes rurales

39. **Les travaux achevés** ont porté sur quatre (04) petits tronçons de pistes de désenclavement totalisant un linéaire de 13 km. Il s'agit des tronçons: a) Hammem-jebnoun (Secteur de Hammem/Délégation de Kessra): 5.2km, 2008; b) GP4 Makthar-Fejj (Secteur Sidi Mansour/Siliana sud): 3.5km, 2009; c) Ras Maa-Zitouna (Sidi Morched/Siliana sud): 2km, 2009 et; d) Faouar Snoussi-Route Sodga (Secteur Sidi Hmada/Siliana sud): 2.3km, 2009.

40. La qualité d'exécution de ces tronçons est acceptable pour le premier tronçon (Hammam-jabnoun). Les réserves formulées, lors de la mission d'examen à mi-parcours, au niveau des trois autres tronçons: des *Faouar Snoussi - Route Sodga* (2.3km), GP4 Makthar-Fejj (3.5 km) et Ras Maa-Zitouna (2 km) ont été levées par l'entreprise et la réception définitive a été prononcée.

41. **Les travaux en cours d'exécution** concernent onze (11) autres petits tronçons totalisant un linéaire de 42.58 km. Ces travaux ont connu d'importants retards et les taux d'avancement varient entre 15 et 80%. Les constats évalués permettent d'avancer les situations suivantes: i) le taux d'exécution de le plus élevé (80%) est enregistré pour quatre tronçons attribués à une même Entreprise. Il s'agit des tronçons de: *Chouarnia-Houamed* (2 km) et *Msilib-Argoub*, Délégation de Makthar (1km); du tronçon de *Zoghba-Furna*, Délégation de Bargou (2.37 km) et de la piste rurale *Aouled Rajeh*, Délégation Sidi Bourouis (2.5 km). Les travaux restants se limitent au revêtement en bicouche et le reprofilage des fossés de drainage le long des pistes; la mise en œuvre du revêtement ne pourra être réalisée que dans des conditions climatiques favorables et qui seraient attendues qu'à partir du mois d'avril 2014, et par conséquent la finalisation des travaux pourrait être programmée vers le mois de mai 2014; ii) la piste Jmilette-PI S'mati, d'une longueur de 8 km, un accuse un retard important et le taux d'avancement des travaux est de 30%; un conflit entre l'entrepreneur et son sous-traitant chargé des ouvrages de traversée est à l'origine de l'arrêt des travaux; le délai contractuel est échue depuis aout 2013 une lettre de mise en demeure doit être lui adressée; iii) les travaux de la piste Nouamchia-Njaimia sont correctement avancés (60%) pendant trois (03) mois de réalisation sur un délai contractuel de quatre (04); le même entrepreneur est chargé de l'aménagement de de deux (02) autres pistes, la première reliant Ajeijia Haria-Tarfaoui (2.77 km) accuse un retard confirmé par un taux d'avancement de 15%, alors les travaux de la troisièmes piste du parc Serj, d'une longueur

de 3.56 km, démarreront début décembre d'après l'entrepreneur pour un délai contractuel de 150 jours; l'engagement de l'entrepreneur pour achever les travaux dans les délais contractuels rassure la Direction régionale de l'Equipement de Siliana, iv) l'aménagement des pistes Kharrouba-El Gabel (5.96 km) et Ramlia-El Gabel (3.84), attribuées au même entrepreneur, enregistrent un retard important et l'avancement globale est évalué à 45% et l'ordre de service lui a été signifié en juin 2012 pour un délai d'exécution de 210 jours; Plusieurs lettres de mise en demeure ont été adressées à l'Entreprise mais elles sont restées sans effet; la capacité financière de l'entreprise est la cause principale de l'arrêt des travaux. La Direction Régionale de l'Equipement doit planifier avec l'entrepreneur la reprise des travaux, et les tronçons à finaliser selon l'état d'avancement; et v) l'aménagement de la piste Ouled khedher-Route J'milette (4.73) n'a pu être démarré à cause de l'opposition ferme des bénéficiaires qui demandent d'annexer d'un autre tronçon à la piste retenue. Le CRDA a donc décidé de relancer l'appel d'offres pour l'aménagement des deux (02) tronçons sur un linéaire total de 10 km.

42. **Les travaux programmés.** En plus des travaux mentionnés ci-dessus, le Projet a programmé l'aménagement des deux tronçons de Ouled khedher totalisant un linéaire de 10 km et dont l'appel d'offres sera lancé au cours du mois de janvier 2014.

43. **Principaux constats.** Les principaux constats relatifs à cette sous-composante peuvent être récapitulés comme suit: i) le faible nombre des entreprises locales qualifiées et la décomposition des travaux en plusieurs petits lots ont engendré la concentration des travaux entre un nombre limité de petites Entreprises qui se sont vues attribuer plusieurs lots à la fois dépassant ainsi largement leurs capacités logistiques et humaines ce qui a causé des effets négatifs sur la qualité d'exécution sur certains tronçons, surtout au niveau des premiers projets, et fortement sur les délais d'exécution des travaux qui ont, à la fois sur les délais et la qualité et sur les coûts des travaux; ii) Une mauvaise qualité des travaux a été observée au niveau de trois tronçons de pistes revêtues réalisés par l'une des Entreprises adjudicataires. Cette mauvaise qualité est le résultat de la conjonction de plusieurs facteurs: insuffisances au niveau de l'étude; manque de contrôle serré lors des travaux; compétence limitée de l'Entreprise; les réserves soulevées par les deux dernières missions ont été levées par les entreprises; iii) Absence de perspectives claires pour l'entretien des pistes revêtues réalisées. En effet, tous les tronçons réalisés ne sont pas classés et ne le seront vraisemblablement pas à court et à moyen terme; iv) Les pistes non revêtues réalisées dans le cadre de l'aménagement des périmètres irrigués souffrent aussi de certains problèmes de qualité dus essentiellement: au caractère sommaire des études (souvent réalisées par des bureaux non spécialisés dans les études routières); aux faibles enveloppes financières qui ne permettent pas de réaliser des travaux solides et de qualité (revêtement) et à la non implication des services spécialisés du Ministère de l'Equipement dans les études et le contrôle des travaux de ces pistes.

Mesures correctives/recommandations

Mesure convenue	Responsabilité	Date convenue
Elaborer un planning détaillé de réalisation des travaux en cours et ceux planifiés en 2014 sans dépasser le 31 décembre 2014 comme date de réception de toutes les prestations.	UPLC Les services techniques du CRDA La Direction Régionale de l'Equipelement	Décembre 2013
Renforcer des moyens de suivi et de contrôle des projets de pistes et alimentation en eau potable qui sont en cours d'exécution et qui ont accusé des retards sensibles. Des réunions mensuelles associant les entreprises les entreprises adjudicataire sont bien recommandées	UPLC Les services techniques du CRDA La Direction Régionale de l'Equipelement	mensuel
Relancer le renouvellement des GDA non fonctionnels et engager une réflexion sur l'avenir des CDI et leur relation avec les structures socio professionnelles en vigueur surtout après l'achèvement du projet.	UPLC CRDA-AFE DGFIOP	Avant fin septembre 2014
Engager une évaluation de l'expérience de la vulgarisation et le conseil agricole privés. Cette évaluation peut enrichir la stratégie de vulgarisation en cours de réflexion	UPLC AVFA	juin 2014

Composante B: Promotion de l'investissement privé et des PME

44. Conformément aux orientations définies par le rapport de pré-évaluation, un accord-cadre de partenariat a été signé entre le CRDA, l'Office de Développement de Nord-Ouest (ODNO) et l'Agence de l'Emploi et du Travail Indépendant (ANETI par l'intermédiaire de son bureau régional le BRETl) en avril 2007. Au moyen de cette convention, le projet a lancé un processus de promotion des investissements et d'encouragement de l'installation des projets initiés surtout par les femmes et par les jeunes promoteurs.

B.1. Activités réalisées par les représentants de l'ANETI

45. L'objectif de cette composante était de « diversifier et d'accroître les possibilités d'emploi et d'investissement en milieu rural, en particulier pour les femmes et les jeunes pour contribuer à créer un tissu économique local durable, capable, progressivement, de participer activement au processus de développement local », et ce, en créant 540 micro-entreprises et en consolidant 305 autres).

46. A ce jour, les statistiques fournies par le BRETl de Siliana, font état de 4291 jeunes, dont 23% diplômés du supérieur et 26% de femmes, touchés par les différents modes de prospection et de sensibilisation des jeunes promoteurs potentiels et autres candidats au travail indépendant. 2174 jeunes dont 27% diplômés du supérieure et 487 femmes (23%) ont suivi les diverses de formations proposées par le BRETl en soutien à la création de microprojets et de micro-entreprises. 1113 études de faisabilité technique et financière de projets ont été réalisées dont 17% pour des diplômés du supérieur et 249 au profit des femmes (22%). Ces études ont abouti au financement de 470 projets dont 46 (soit 10%) de projets initiés par des diplômés de l'enseignement supérieur et 125 (soit 27%) par des femmes. L'investissement global réalisé peut être estimé à 1.690.300 DT. 80% des projets ont été réalisés avec un investissement compris entre 700 DT et 4000 DT fourni essentiellement par des crédits BTS (fournis directement par la BTS ou relayés par les ALD et les ONG de la zone du projet). Pour ce qui concerne la durabilité, les responsables du BRETl déclarent un taux de mortalité de 12%.

47. Comparée à l'objectif fixé par l'accord cadre de partenariat (création de 540 projets et consolidation de 305 projets existants) la création de 470 projets peut être considérée comme une performance quantitative positive (87% de l'objectif). Cependant, sur cet effectif annoncé par le BRETl on observe 10% d'extension de projets existants soit moins de 40 projets qui représentent 13% de l'objectif des 305 projets en consolidation.

48. Certains indices montrent que le BRETl aurait pu réaliser de meilleures performances si (i) il avait été appuyé comme prévu par le projet et (ii) si une structure bien fournie en compétences et en moyens matériels avait assuré, au sein de l'UPLC, un suivi et un contrôle continu des réalisations de

cette composante. Or, du point de vue matériel et du point de vue financier et humain l'appui du projet au BRETI n'a pas été tout à fait conforme au rapport d'évaluation et à l'accord cadre de partenariat. Le projet n'a pas appliqué l'engagement de fournir au BRETI les trois véhicules qui lui auraient permis d'assurer sa participation aux travaux d'élaboration des PDP et d'assurer les suivis qu'il fallait aux projets identifiés et étudiés avec les promoteurs de MP et d'AGR. La participation du BRETI aux PDPs n'a pas été au niveau escompté également du fait de l'insuffisance de la coordination que l'UPLC a assuré entre lui et les BE chargés de l'élaboration des PDPs.

49. En conclusion, malgré l'effort important fourni par le BRETI, l'expérience, bien que, fructueuse, n'a pas entièrement réalisé les objectifs de création d'emplois diversifiés et viables. Pour des raisons de coordination de l'activité du BRETI et de l'UPLC et de celle du BRETI avec les BE chargés d'élaborer et de suivre la mise en œuvre des PDPs, d'une part, pour des raisons de non-respect des termes de la convention par le CRDA et l'UPLC, et à cause de l'absence d'une convention de financement des microprojets et autres AGR directement avec la BTS et les ALD et ONG de la zone du projet. D'autre part, le BRETI a très peu adapté ses démarches et ses méthodologies d'intervention aux objectifs du projet et a fonctionné selon ses usages et ses moyens habituels. Les résultats obtenus pèchent: (i) par défaut de création d'emplois féminins (27%), (ii) par défaut de création de projets diversifiés et compétitifs du fait de l'obligation de se plier aux pratiques imposées par la BTS et les ONG qui assurent le relais du crédit sur le terrain et (iii) par défaut de communication continue avec l'UPLC sur les résultats obtenus, les difficultés rencontrées et les nécessités de pilotage de l'action. Il semble utile d'engager une évaluation plus rapprochée pour tirer les leçons et proposer des mécanismes plus appropriés à la création de l'emploi et l'encadrement des projets actuellement en place. De cette évaluation bénéficieront en même temps le BRETI et l'ODNO ainsi, que tout autre montage future.

B.2. Activités réalisées par l'Office de Développement du Nord-Ouest

50. Les résultats attendus de cette composante tels que définis par l'accord cadre d'avril 2007 et pour ce qui concerne l'ODNO étaient (i) la création d'environ 33 petites et moyennes entreprises, (ii) la contribution à la création de 1500 postes emplois et le renforcement d'environ 315 autres postes d'emploi. Les statistiques officielles de l'ODNO de 2013 font état de la réalisation de 206 études de faisabilité de projet pour un investissement global de 68,5 Millions de DT susceptible de créer 1886 emplois. 44 projets sur les 206 étudiés (21%) ont pu bénéficier de financements divers. Ils totalisent un investissement de 6,5 MDT et une prévision de création 266 emplois. Il n'y a pas de soucis majeurs à se faire pour ce qui concerne la survie des projets créés avec un taux de mortalité de 10%. Cependant, tous rencontrent, des difficultés financières issues à la fois des modalités d'accès au crédit et de l'insuffisance des apports propres. Du fait de ces difficultés, nombreux projets n'ont pas été en mesure de créer les postes d'emploi escomptés. Beaucoup fonctionnent de manière saisonnière avec un nombre très réduit d'emplois saisonnier. D'autres fonctionnent de manière occasionnelle au rythme des commandes qu'ils arrivent à décrocher. Certains ont même été obligés de suspendre temporairement leurs activités, le temps de pouvoir se procurer sur fonds propres (familiaux) de quoi faire face à leurs frais de fonctionnement.

51. Il ne semble pas utile d'essayer de chercher à pallier aux insuffisances constatées sur cette composante en voulant créer plus de PME. Pour ce qui reste de la durée du projet, il semblerait utile de limiter la mission de l'ODNO à l'appui conseil aux entreprises existantes et à sous-traiter une évaluation objective de cette expérience innovatrice dans le cadre du projet.

B.3 Aménagement des zones de métiers.

52. Le rapport de conception du projet a prévu la réhabilitation de deux zones de métiers réalisées dans le cadre de la première phase du PDAI Siliana. Après concertation avec les différents intervenants, le projet a réhabilité une seule zone à Makthar et les travaux sont achevés à 100%. L'aménagement de la zone industrielle de Bouarada n'a pas été réalisé. Cet aménagement relève des attributions d'autres Ministère que l'Agriculture.

Mesures correctives/recommandations

Mesure convenue	Responsabilité	Date convenue
Engager une évaluation spécifique de la composante promotion de l'investissement privé et des PME. Les résultats de cette évaluation peuvent servir les projets futurs et contribuer à l'amélioration de la stratégie de l'emploi	UPLC BRETI ODNO	Avant fin septembre 2014

Composante C: Renforcement institutionnel

53. L'objectif de cette composante est de développer les capacités institutionnelles du CRDA à engager un développement intégré, participatif, équitable et répondant à la parité hommes-femmes.

54. **Gestion du Projet:** Pour la coordination et la gestion du projet, le rapport de conception a prévu la création d'une Unité de Planification Locale et de Coordination au sein du CRDA de Siliana dotée d'une cellule de planification, une cellule de mise en œuvre et une cellule de suivi-évaluation, renforcée de 11 cadres dans les domaines de gestion financière de planification participative et du suivi-évaluation. Depuis l'entrée en vigueur du financement du FIDA, en 2007, l'UPLC a été mise en place à Siliana avec un Directeur national, un sous-directeur chargé de la planification, un sous-directeur chargé de la mise en œuvre, et un Chef de service du suivi-évaluation. Pour la coordination de la composante FEM, il a été prévu aussi, le recrutement d'un coordinateur et d'un financier au sein de l'UPLC. Actuellement cette structure est dotée de sept (07) cadres supérieurs (un Directeur du UPLC, un Sous-Directeur de la planification, un coordinateur FEM, un cadre chargé du Suivi-évaluation, un cadre chargé de la passation des marchés et deux cadres chargés des aspects financiers) et 4 techniciens. Le responsable, chef du service de suivi-évaluation a quitté le projet depuis plus de trois ans et le Sous-Directeur de la mise en œuvre a quitté le projet en 2012 et n'ont pas été remplacés. Trois autres cadres ont été recrutés pour l'UPLC et ont été mis à la disposition des arrondissements techniques au CRDA (1 cadre dans la cellule de passation des marchés, 1 cadre dans division de la vulgarisation, 1 cadre dans la Division hydraulique).

55. Pour la coordination entre les différents secteurs aux niveaux national et régional, un comité de coordination opérationnelle au niveau de la zone du projet (CCOP) qui se réunit une fois par trimestre et un Comité de Suivi et de Coordination National au niveau central (CSCN) qui se réunit une fois par an, ont été mis en place.

56. Devant les objectifs ambitieux du projet et l'urgence d'intervenir dans des zones marginalisées depuis longtemps par les anciens régimes, et surtout durant ces dernières années qui ont suivi la révolution, ces structures ont rencontré des difficultés de coordination et de communication, particulièrement avec la population devenue plus exigeante et impatience. A côté de la conjoncture spécifique, l'insuffisance relative en moyens humains et matériels au niveau de l'UPLC et des différentes structures régionales, chargées de la mise en œuvre des composantes hydrauliques et d'infrastructure de base, n'était pas en faveur d'un encadrement plus rapproché pour atteindre les objectifs assignés dans la limite du temps contractuel.

57. **Suivi-évaluation:** Un système de suivi-évaluation informatisé sur le web a été élaboré et installé depuis le démarrage du projet. Il a été conçu pour faciliter l'accès aux informations physiques et financières en temps réel, l'alimentation des indicateurs SYGRI, la facilitation de la production des principaux rapports de planification et d'avancement, et pour aider à la prise des décisions. Jusqu'à fin 2010, ce système était fonctionnel et capable de produire les états de planification et d'avancement physique et financier en temps réel. Depuis début 2011, ce système n'est plus fonctionnel. Il présente des bugs et nécessite une intervention rapide de la part du concepteur et éventuellement un contrat de maintenance pour assurer son fonctionnement durable. Malgré les recommandations des différentes missions précédentes, l'application est encore en panne. Actuellement, le suivi physique et financier est assuré à travers des tableaux Excel, souvent pas à jour, avec peu de coordination entre les différents services de mise en œuvre, financier et de suivi-évaluation. Les Etats du Système de gestion des résultats et de l'impact (SYGRI), du premier et du deuxième niveau, sont élaborés annuellement et transmis à temps au FIDA, en mars de chaque

année. Une situation de référence des indicateurs SYGRI (troisième niveau) a été élaborée en 2009 par un bureau contracté directement par le FIDA. Les résultats de troisième niveau seront également reportés à l'achèvement du projet. Des rapports trimestriels internes et des rapports semestriels et annuels sont élaborés et transmis au FIDA dans les délais contractuels. La version finale des PTBA est souvent transmise au FIDA avec un retard relatif. Le service de suivi-évaluation est doté d'un seul cadre au niveau de l'UPLC et le Chef de service qui a quitté le projet depuis trois ans n'a pas été remplacé. Sur le terrain, le suivi physique est assuré, partiellement, par les différents arrondissements et les structures locales du CRDA et par la sous-traitance, aux bureaux privés, le suivi et l'accompagnement des contrats-programmes au niveau local. Cette insuffisance, particulièrement, en moyen humain qualifié, n'a pas permis au projet de disposer d'un suivi en temps réel ni d'entreprendre le suivi rapproché des prestataires de service et des entreprises attributaires des travaux.

58. **Parité hommes-femmes.** Le rapport de pré-évaluation préconisait que « Les jeunes promoteurs ayant déjà participé à la première phase du projet seront ciblés par des activités de consolidation en matière de gestion de leurs entreprises. Le ciblage des femmes se fera par l'intégration systématique des femmes dans les activités agricoles et sylvo-pastorales. Pour les activités relatives à l'emploi, un quota de 40% des bénéficiaires est proposé ».

59. En ce qui concerne les activités d'infrastructure de base, le groupe cible est le ménage hommes et femmes plutôt que le genre. L'impact a touché équitablement les deux sexes. Pour les activités à l'intérieur de l'exploitation, les propriétaires femmes ne représentent que 2% dans la zone du projet.

60. Pour la création de micro-projets et de micro-entreprises, il est à noter que les projets féminins sont en infériorité numérique par rapport à ceux des hommes. Parmi les 4291 sensibilisés par le BRET 27% étaient des femmes. Sur les 406 micro-projets installés, 26% ont été initiés par des femmes. Ceci n'est pas loin de la représentation des femmes dans la structure de la population active du gouvernorat de Siliana à l'époque de la pré-évaluation du projet soit (28%). Sur les 44 PME installées et en cours au moyen de l'appui de l'ODNO, seuls 19% étaient initiées par des femmes.

61. **Formation des cadres.** Aussi bien les cadres de l'UPLC que ceux du CRDA et ceux des différents partenaires régionaux ont bénéficié de plusieurs formations dans le cadre du projet:

- formation d'une trentaine de cadres de l'administration, des bureaux d'études et des ONG, dans le domaine de préparation des PDP qui a eu lieu au démarrage du projet et financée sur le don de préparation du projet FEM;
- formation de 12 cadres sur le COSTAB qui a eu lieu au siège de l'UPLC;
- deux sessions de formation ont été organisées dans la cartographie numérique et la gestion axée sur les résultats pour 21 cadres;
- deux sessions de formation en anglais ont été organisées pour 24 cadres;
- l'exploitation du système de gestion des crédits FOSDAP a été organisée pour 08 cadres;
- une session de formation sur l'application de l'approche participative pour 05 cadres;
- un voyage d'étude organisé pour la formation d'un cadre en matière de suivi évaluation et sur le Système de Gestion de Résultats et de l'Impact « SYGRI » qui a eu lieu au siège de FIDA.

62. **Manifestations d'actualités en relation avec les activités du projet.** A ce propos, l'UPLC a organisé, avec les différents partenaires régionaux les manifestations suivantes:

- Un séminaire, avec l'AVFA, regroupant une centaine d'agriculteurs des cinq gouvernorats du nord-ouest de la Tunisie sur le développement des ressources fourragères et introduction des produits de la ferme pour la nutrition animale au Centre de Formation professionnelle à Siliana sud, en avril 2008.
- Un séminaire régional sur la céréaliculture a été organisé, avec le concours du CRDA de Siliana, l'ODNO, l'Union Régionale de l'Agriculture et le Centre Technique des Céréales.

- Organisation, avec les bureaux de l'emploi et l'ODNO, de journées de promotion de l'investissement privé au niveau des délégations de Rohia, Siliana sud et Bargou.
- Organisation, avec l'OEP, de journées de sensibilisation dans les délégations de Siliana sud, Makthar et Bourouis sur l'introduction des cultures fourragères dans l'exploitation agricole, la reproduction des troupeaux, la qualité du lait.
- Organisation, avec l'AVFA, d'une journée départementale sur la promotion de l'agriculture biologique.
- Organisation, avec l'ONG El-Wifak, l'UTAP et le Centre Technique de l'Agriculture Biologique d'une journée de sensibilisation sur le développement de l'agriculture biologique à Bargou.
- Le projet a également, le projet a organisé, au profit des artisanes de Siliana, des visites à des foires organisées dans d'autres gouvernorats Mahdia, Zaghouan et Nabeul.

Mesures correctives/recommandations

Mesure convenue	Responsabilité	Date convenue
Disposer de situation de suivi physique et financière en temps réel aussi bien pour le PDAI que pour la composante financé par le FEM	UPLC AT-FEM Responsables financiers du PDAI et du FEM	Temps réel
Finaliser la préparation des PTBA du PDAI et du financement FEM	UPLC AT-FEM	Avant le 06/12/2013
Rapprocher la périodicité des réunions du comité régional de coordination pour mieux suivre les activités et achever le projet à temps	CRDA UPLC	mensuelle

Composante D: Gestion durable des Terres (GDT)

63. Le financement de cette composante est prévu sur les ressources du Fonds Mondial de l'Environnement. La composante assurera une intégration de l'aménagement durable des sols et aura à promouvoir les méthodes et outils de participation et de coordination intersectorielle et de planification locale et régionale ainsi que de suivi évaluation de la dégradation des terres.

64. A ce jour, depuis l'entrée en vigueur, en septembre 2010, du financement FEM, la composante a accusé un retard notable dans le démarrage effectif de ses activités, quoique certaines activités éparses aient été déjà initiées et le rythme n'a été repris qu'après la mise en place du coordinateur régional et du financier qui ont été recruté sur les ressources du FEM en septembre 2012. Le coordinateur central a été désigné et logé au niveau de la DGFIOP et un coordinateur de la composante environnementale a été désigné et installé au niveau de la DGEQV relevant du Ministère de l'Environnement. Les mesures institutionnelles relatives à la formation et au cadre législatif de la GDT viennent de démarrer (07 journées de formation sur la diversité naturelle et les cultures biologiques au profit des cadres de l'administration et des agriculteurs). Lors de la mission d'examen à mi-parcours du PDAI Siliana en décembre 2012, une nouvelle planification a été proposée et intégrant l'aménagement de la piste qui lie la zone d'habitation à l'écomusée de Jbel Serj en cours de construction.

65. En termes de réalisations physiques, les actions qui ont démarré ont concerné, l'engagement des travaux pour la réalisation de 3,5 km de pistes d'accès à Djebel Serj, le lancement des opérations de remembrement des terres morcelées sur 1500 ha (100% des prévisions) dans les secteurs de Chouarnia et Henchir Roumène, l'engagement des travaux d'amélioration pastorale sur les terres privées, à travers un contrat avec l'OEP, sur une superficie de 1050 ha (taux d'avancement est de 44%) et, l'engagement des opérations de consolidation des ouvrages de CES sur environ 400 ha moyennant la plantation d'olivier (taux d'avancement de 50%). D'autres contrats et conventions sont en cours de finalisation pour l'aménagement de 4 pépinières forestiers, la consolidation des travaux de CES, les cultures de conservation et, la promotion des cultures biologiques. Pour les activités gérées par le Ministère de l'Environnement, un plan de gestion participatif pour le parc national de Jebel Esserj est en cours de finalisation, les travaux de construction du musée sont en cours avec un taux d'avancement de 80% et des supports sur le parc Jbel Serj ont été élaborés. Les principales

contraintes rencontrées dans la mise en œuvre de la composante GDT sont afférentes au manque de cadres dédiés aux activités gérées par la DGEQV/Ministère de l'Environnement, à la structure et présentation du contenu des PDP peu appropriées dans la mesure où les PDPs ne distinguent pas systématiquement les actions de la composante du FEM de celles des autres composantes du PDAI II, et à l'insuffisance de coordination interne et entre les différents opérateurs de la composante.

66. La mission a identifié un projet qui s'intègre dans la gestion durable des terres. Ce projet vise la protection des terres de la plaine de Bou Arada dans la délégation de Bou Arada. Cette plaine s'étend sur les deux rives de l'oued Bou Arada qui constitue l'exutoire naturel d'un réseau hydrographique drainant le relief qui la contourne. Elle couvre une superficie de 10 000 ha. La structure des exploitations est dominée par les exploitations de taille réduite. En effet 60% des exploitations ont une superficie inférieure à 20 ha. La plaine est traversée par un réseau ancien de fossés (1960) d'assainissement des eaux des crues. Actuellement ce réseau n'assure plus l'évacuation des eaux des crues vers l'exutoire naturel (colmatage des fossés, dégradation des berges de l'oued, envahissement des fossés par une végétation sauvage,...). et plusieurs zones (3525 ha) sont affectées par une hydromorphie apparente caractérisée par l'apparition d'un marécage prolongé (plus de 2 mois). Les zones à hydromorphie permanente ont causé la salinisation de certaines parcelles (présence de végétation saline). La dégradation des sols est marquée dans certaines zones dont les effets pourraient être irréversibles au cas où aucune action d'amélioration ne se sera réalisée. La réhabilitation du réseau d'assainissement permettra de: i) réduire les effets négatifs des temps de stagnation des eaux des crues et pluies, ii) évacuer les excès d'eau épanchés dans la plaine; et iii) rabattre la nappe phréatique affleurant le sol dans les zones basses de la plaine. Les impacts socio-économiques et environnementaux de l'assainissement de la plaine sont: i) la reprise et la redynamisation de l'activité agricole dans les zones déjà abandonnées, ii) l'amélioration appréciable des rendements sur les 3525 ha assainis, iii) la protection des terres agricoles contre toute dégradation (salinisation des sols, apparition de l'hydromorphie prolongée, affleurement de la nappe phréatique). Les effets du projet sur les revenus des agriculteurs sont appréciables. En effet la valeur ajoutée a été évaluée à 366 DT/ha soit 1300 MDT/an pour la zone assainie pour un investissement du projet estimé à 4000 MDT. Les effets du projet est nettement positif au niveau de la collectivité nationale; la rentabilité économique du projet est évaluée à 39%. La mission recommande la réalisation des travaux de recalibrage des canaux d'assainissement disparus dans la zone dégradée dans le cadre de la composante D du projet et sur les reliquats dégagés suite à la dévaluation du dinar tunisien. Les actions de recalibrage et curage des axes du réseau hydrographique traversant la plaine sont programmées, pour 2014, par le CRDA de Siliana sur le budget national.

Mesures correctives/recommandations

Action approuvée	Responsables	Date convenue
Entreprendre l'examen à mi-parcours du financement FEM	FIDA	février 2014
Constituer un groupe de travail technique autour des thèmes relatifs à la GDT représentant les départements techniques concernés du MA et du ME pour contribuer à l'élaboration des termes de référence des différentes études et consultations prévues.	UPLC AT-FEM	Janvier 2014
Programmer, sur les reliquats générés par la dévaluation du dinar tunisien par rapport au dollar, et dans le cadre du PTBA 2014, la réalisation du drainage de la plaine de Bourada pour renforcer la gestion durable des terres.	Arrondissement GR UPLC AT-FEM	Préparer le DAO en décembre 2013
Intégrer dans le DAO de drainage de la plaine de Bouarada les actions de recalibrage de l'oued Jraia, entre l'aval de la plaine et l'exutoire naturel (sebkhet El korzia)	Bureau d'études CRDA UPLC	Avant le lancement de l'appel d'offres prévu en janvier 2014

D. État d'avancement de l'exécution du projet

67. Depuis l'entrée en vigueur du financement du FIDA, en 2007, l'importance a été donnée à la mise en place des structures de gestion et de coordination du projet (UPLC, CRC, CNSC), à l'organisation de la population en CDI et l'élaboration des PDP, à la préparation des études thématiques et d'exécution des infrastructures de base (AEP, pistes) et de production (Périmètres irrigués) et à la finalisation des contrats et des conventions de partenariat avec l'ODNO, le BRETI, l'OEP et à la de sous-traitance de la vulgarisation agricole et du suivi de la mise en œuvre des PDP et des CPA. Ce travail administratif et de passation des marchés important a pris près de deux ans pour pouvoir engager les premières réalisations physiques sur terrain. Les événements révolutionnaires du 14 janvier 2011 ont affecté négativement le rythme des engagements des travaux sur le terrain et la mise en exploitation des infrastructures de base réalisées (PI et AEP). Si la situation des engagements c'est sensiblement récupérée, le niveau de décaissement est resté faible par rapport aux prévisions. A ce jour, près de 75% des ressources prévisionnelles du FIDA et plus de 80% des fonds de contrepartie ont été engagés. Les engagements sur les ressources du FIDA du PTBA 2013 ont atteint 67%. Celles sur le don GEF ont dépassé les 80% (programme 2013). Le projet a constitué 42 CDI, dont la moitié sont à reconstituer, qui ont contribué à la préparation et à la planification de près de 80% des PDP. Les taux globaux d'avancement des activités sur terrain sont de l'ordre, 55% pour les pistes d'accès, de 40% des travaux de conservation des eaux et des sols, de plus de 100% pour plantation arboricole (sec et irrigués) avec un taux de réussite de l'ordre de 80%, de plus de 100% pour le remembrement des terres agricoles, de 90% des travaux des PI sont achevés, alors que le niveau d'exploitation reste encore modeste. Sur 15 projets nouvellement créés et 05 réhabilités 11 projets sont actuellement fonctionnels (55%) et alimentent 3391 habitants. Les AGR et PME mis en place au profit de 514 bénéficiaires dont 25% de femmes. Ils leur manque l'accompagnement post-installation ce qui risque d'affecter leur durabilité. Les activités prévues sur le financement FEM ont démarré réellement en 2012 avec un niveau d'engagement de plus 80% du programme 2013. Ainsi, globalement le niveau d'engagement est satisfaisant, alors que le niveau de l'exécution sur le terrain et par conséquent le niveau de décaissement méritent plus d'effort de la part des entreprises contractées et de la part des structures techniques de l'administration pour achever le projet à temps et atteindre les objectifs assignés.

Mesures correctives/recommandations

Action approuvée	Responsables	Date convenue
Inviter les entreprises contractées à accélérer le rythme d'exécution sur terrain et achever les travaux dans les délais contractuels.	UPL DRE	Janvier 2014
Augmenter la fréquence de suivi et de la supervision des travaux sur le terrain, en particulier, de la part des services de la direction régionale de l'équipement (DRE) et des arrondissements GR et PI du CRDA	DRH CRDA UPLC	continu

E. Aspects fiduciaires

68. **Gestion financière.** Le PDAI Siliana (phase2) est financé, essentiellement, à travers quatre sources de financement en l'occurrence, les prêts FIDA (Prêt initial 10,9 MDTS et Prêt supplémentaire 3,2 MDTS soit 14,1 MDTS au total), le Don FEM (5,0 M\$), le prêt de l'AFD (6,000 M\$) et la contribution de l'Etat (10 MDT). La gestion financière des prêts du FIDA et du Don FEM est assurée directement par le service financier du projet. La gestion du prêt de l'AFD est assurée par la Direction Générale de l'Aménagement et de la Conservation des Terres Agricoles au niveau central. La contrepartie de l'Etat est gérée par le service financier du CRDA. La gestion financière est assurée, d'une manière satisfaisante et le suivi des situations des engagements et des paiements est assuré, jusqu'à fin 2010, à travers un système informatisé de suivi-évaluation. Ce dernier est en panne et des tableaux Excel sont utilisés actuellement. Concernant l'archivage des dossiers, toute la documentation demandée par la mission était disponibles. Concernant la tenue du registre des marchés, il a été relevé qu'il n'existe pas de registre spécifique au projet, essentiellement concernant

le lancement des avis d'appels d'offres et réception des offres. Cependant, il existe un registre global pour l'ensemble des marchés au niveau du CRDA. Toutefois, l'Unité de projet dispose de toutes les informations nécessaires et utiles concernant tous les marchés cofinancés par le FIDA et le FEM. En ce qui concerne la coordination interne, avec les structures techniques d'exécution et avec les populations sur le terrain, elle mérite d'être renforcée en favorisant d'avantage la communication pour faciliter la résolution des quelques problèmes survenus suite à la conjoncture de 2011 et assurer la vulgarisation les acquis du projet.

69. **Décaissements.** Le décaissement sur les ressources du prêt du FIDA est assuré soit à travers le compte spécial du projet ouvert à la Banque Centrale de Tunisie (BCT) soit directement à travers le compte du projet au FIDA. Un autre compte spécifique, ouvert à la BCT, est destiné pour les paiements sur les fonds FEM. A ce jour, le montant total décaissé sur les prêts FIDA est de 7,266 millions de DTS, soit 66,67% du prêt initial et 51,5% du montant total des prêts. A confronter à la date de clôture prorogé au 30 juin 2015, ce rythme mérite d'être accéléré pour pouvoir décaisser les montants prévus dans les délais contractuels. Cependant, le niveau des engagements sur les ressources du FIDA est de l'ordre 80% par rapport au montant actualisé. Ceci, améliorera, substantiellement, le taux de décaissement durant les prochains mois.

70. Sur les ressources du FEM, gérées par le FIDA, uniquement 611.959 \$US ont été décaissés, soit 12,24% du montant total du don contre 55% de la durée écoulée du projet.

71. **Fonds de contrepartie.** Le montant initial prévu comme contribution du Gouvernement est de l'ordre de 6.75 M\$ pour financer les taxes et les frais de fonctionnement. Il a été augmenté par un montant additionnel lors de l'approbation du financement supplémentaire. Depuis la mise en vigueur du prêt FIDA le 11 juin 2007, aucun problème n'a été constaté à propos de la contribution du budget de l'Etat et la contrepartie est toujours disponible. Le niveau actuel de décaissement est de l'ordre de 68% par rapport au coût actualisé. En plus de ce financement, le Gouvernement a mobilisé plus de 6 M\$ sur les ressources de l'Agence Française de développement pour financer les activités de conservation des eaux et des sols du PDAI-II. Sur ce dernier financement plus de 90% des ressources ont été engagées.

72. **Respect des accords de financement.** Conformément aux dispositions de l'accord des prêts FIDA, un compte spécial a été ouvert, en euros, auprès de la BCT. Pour le don FEM, un compte spécifique a été ouvert aussi à la BCT. Tous les deux comptes sont gérés par la BCT et ordonnés par le CRDA Siliana. La réalimentation des comptes se fait au fur et à mesure de la consommation des fonds disponibles au niveau de ces comptes. L'autre procédure de décaissement consiste au paiement direct par le FIDA chaque fois où les montants des décomptes et des factures sont consistants (au moins 20.000 \$US). Par ailleurs et concernant les PTBA, ils ont été préparés et transmis à l'UNOPS, jusqu'à fin 2009, puis au FIDA, depuis le 1er janvier 2010, dans les délais contractuels (avant fin octobre de chaque année). De même des rapports semestriels d'avancement des activités du projet sont remis au FIDA. A l'exception des petites consultations, tous les marchés engagés font l'objet de non objection préalable du FIDA. Globalement, toutes les dispositions de l'accord sont respectées, à l'exception de la transmission tardive des rapports d'audit des trois dernières années qui ont été remis au FIDA avec un retard de deux à neuf mois. Ceci est dû à la conjoncture spécifique de 2011 en Tunisie.

73. **Passation des marchés.** Le processus de passation des marchés (lancement des appels d'offres, ouverture des plis, engagement et exécution des marchés) se fait conformément aux procédures Tunisiennes qui sont acceptées par le FIDA. En 2012 et 2013, les procédures Tunisiennes ont été améliorées dans un objectif d'améliorer la transparence et réduire les délais du processus de passation des marchés. A l'exception des petites consultations dont les montants sont inférieurs à 50.000 \$ pour les biens et travaux et 20.000 \$ pour les services de consultant, tous les marchés font l'objet de non objection du FIDA aussi bien sur les dossiers d'appels d'offres (DAO) que sur les rapports de dépouillement.

74. Suite à l'examen d'un échantillon de petites consultations, la mission n'a pas relevé de remarques particulières. Toutefois, elle a constaté, une réduction significative des délais depuis la

préparation du DAO jusqu'à l'attribution du marché, par rapport aux années 2011 et 2012. Elle a constaté aussi, la concurrence limitée des entreprises surtout dans les marchés derniers lots de pistes rurales et d'alimentation en eau potable. Elle a constaté aussi des retards dans la libération des cautions définitives et dans la présentation des dossiers de règlement définitif devant la commission des marchés compétente.

75. **Audit.** Les rapports d'audit du Projet sont réalisés annuellement par le Contrôle Général des Finances (CGF). Ils sont de bonne qualité et examinent aussi bien les aspects financiers que les aspects organisationnels et les processus de passation des marchés. Une version provisoire est toujours remise à l'Unité du projet et les commentaires sont mentionnés exhaustivement dans la version finale. La transmission, par le Gouvernement, des deux derniers rapports d'audit 2012 (Prêts FIDA et Don GEF) au FIDA a accusé un retard respectif de près de trois mois et cinq mois. Les auditeurs ont soulevé certaines remarques relatives aux retards enregistrés dans les décaissements sur le don FEM et sur le prêt FIDA, à l'écart important entre certaines prévisions de l'administration et la moyenne réelle des offres financières, aux lenteurs du processus de passation des marchés, au respect par certaines entreprises des délais d'exécution des marchés, au non remplacement du chef de service de suivi-évaluation qui a quitté le projet depuis plus de quatre ans, à l'abandon du système de SE mis en place au début du projet, à la non mise à jour des états d'avancement physique et financier, à la mauvaise application des taux de financement dans deux cas de consultation et, à la concurrence limitée des entreprises³.

Mesures correctives/recommandations

Action approuvée	Responsables	Date convenue
Accélérer le rythme de décaissement sur les ressources du FIDA et du FEM et établir un plan de décaissement d'ici la fin du projet	UPLC	Continu et avant fin 2013
Comprimer les délais du processus de passation des marchés et sensibiliser les entreprises pour participer aux appels d'offres et améliorer le niveau de concurrence	UPLC	Continu
Etablir un plan précis d'exécution des marchés jusqu'à la date d'achèvement du projet et faire des réunions trimestrielles	UPLC	Avant fin 2013
Respecter les clauses contractuelles dans la remise des rapports d'audit au FIDA	UPLC CGF	Avant fin juin 2014
Respecter les pourcentages des dépenses autorisées à financer selon l'Annexe A de l'Amendement de l'Accord de prêt	UPLC	Continu

F. Durabilité

76. **Durabilité institutionnelle.** C'est la durabilité la plus menacée et la plus menaçante sur le PDAI-II. En effet, les événements de 2011 et de 2012 ont fortement déstabilisé les organisations socioprofessionnelles et notamment les CDI et les GDA. Le CRDA autant que l'UPLC, ne se sont ni dotés ni en moyens, ni en programmes nécessaires à la reconstruction institutionnelle. La contestation prouve que la population n'adhère pas tout à fait aux choix et aux options qui ont présidé à la construction du système de gestion de l'eau potable en particulier ou la population exige, actuellement, le raccordement à domicile et non collectif. Cette contestation rend les processus de décision communautaire très difficiles à gérer et très peu productifs. Elle rend également plus complexes les relations intercommunautaires, très importantes dans le cadre d'un projet qui pour la première fois planifie et réalise au niveau local.

77. Toutefois, l'adoption d'une approche participative pour la préparation et le suivi de mise en œuvre des PDP à travers les CDI ainsi que l'organisation des bénéficiaires des infrastructures d'AEP et d'irrigation en GDAs et leur responsabilisation sur l'exploitation et la maintenance de ces infrastructures est un atout pour garantir la pérennité de la mise en valeur. Depuis mi-2012, le CRDA a opté à expérimenter la conversion des CDI en Association de développement par Imadat dont on a

³ Voir les rapports d'audit des Prêts FIDA et du Don GEF pour l'exercice 2012

enregistré l'association à Sidi Hmada, à Bez, à louza et probablement Ahwez Bargou. Cette conversion sera continuée et elle est menée par des structures de sous-traitance dans le cadre des marchés de l'accompagnement de la mise en œuvre des PDP.

78. **Durabilité technique.** La qualité des réalisations des infrastructures hydrauliques est satisfaisante alors que le niveau d'exploitation et de mise en eau des PI et des projets d'AEP reste encore modeste. La qualité des pistes réalisées est moyenne et certains tronçons ont été endommagés puis réparés faute de qualification de l'entreprise et de budget d'entretien suffisant. Le tissu communautaire et les organisations de base responsables de la gestion des infrastructures hydrauliques encore fragiles, la pression conjoncturelle exagérée de la population, et les structures administratives, conjoncturellement affaiblies, risquent de compromettre le processus de développement local. Toutefois, les premiers indicateurs relatifs à l'association de la population et l'ancrage de l'approche participative et la constitution des comités de développement sont prometteurs et s'ils sont consolidés durant les années prochaines de mise en œuvre, ils assureront la pérennité des actions du projet.

79. **Durabilité économique et financière.** Il est prématuré de parler d'une durabilité économique et financière à travers une infrastructure de base et des PI qui viennent d'être réceptionnés et une mise en valeur en cours de démarrage. Toutefois, les bénéficiaires des micro-projets et petites et moyennes entreprises se sont engagés à réussir leurs activités et garantir la continuité de leurs projets voir leur extension. A ce niveau, la durabilité peut être appréciée à travers le taux acceptable de remboursement des crédits contractés par les jeunes promoteurs (80%) et l'adoption de certains types de projets (miel de label bio, séchage de tomate, exploitation des marbres, unités d'entreposage frigorifique, etc.) par les filles et les jeunes. On peut noter, à ce propos, que la plupart des microprojets et petites et moyennes entreprises mis en œuvre ont réussi (80-90%). Certains sont même en cours d'expansion (55%). Le renforcement de l'environnement pourra aider à pérenniser les projets jugés actuellement peu rentables tels les projets d'élevage bovin laitier qui souffrent du coût élevé des aliments (orge, son, foin, paille) et les projets de cuniculture souvent dimensionnés au-dessous du niveau viables à cause des réticences des fournisseurs de crédits.

80. La durabilité économique est aussi concrétisée par l'aspect pécuniaire des microprojets initiés qui ont contribué à générer un revenu ou un complément de salaire et à occuper les promoteurs une bonne partie de leur temps. Le taux d'occupation moyen est estimé à 300 jours par an. En matière d'emploi supplémentaire généré, certains promoteurs font appel, de temps à autre, à une main d'œuvre familiale non rémunérée, et certains promoteurs recourent à une main d'œuvre salariale temporaire (séchage de tomate, service mécanisation agricole, élevage bovin laitier, poulet de ferme, etc.).

Mesures correctives/recommandations

Action approuvée	Responsables	Date convenue
Continuer à redynamiser les GDA et les inviter à entreprendre leurs conseils d'administration et à renouveler leurs membres pour assurer une meilleure représentativité de la population	UPLC CRDA DGFIOP	Dans les plus brefs délais
Prévoir un budget suffisant pour l'entretien des infrastructures de base réalisées, en particulier les pistes non classées	CRDA DRH DGFIOP	2014
Suivre et accompagner les PME et les microprojets au-delà de l'installation de leurs projets pour garantir la durabilité des acquis.	UPLC ODNO BRETI	2014

G. Autres

81. **Accent mis sur la pauvreté.** Dans l'ensemble, le projet est intervenu dans les zones les plus démunies du gouvernorat de Siliana. Les projets d'AEP et de pistes, en particulier, ont participé à désenclaver et à équiper des zones très démunies (zones montagneuses à terres peu fertiles et où les exploitations sont morcelées et de petites tailles). Les expériences de vulgarisation ont pu, par des

interventions sur des exploitations moyennes, parvenir à intéresser les petits exploitants et à améliorer sensiblement les rendements céréaliers, oléicoles et sur les légumineuses y compris dans les petites exploitations (dans 17 secteurs sur les 54 secteurs de la zone du projet et dans des proportions encore réduites vu la date de démarrage de l'expérience). Elles ont ainsi démontré la possibilité d'une contribution réelle à l'amélioration de la sécurité alimentaire et des revenus des petits exploitants. La création de PME n'a pas créé le nombre escompté de postes d'emploi qui auraient pu profiter aux moins nantis. Les actions du projet ne semblent pas avoir contribué à améliorer la situation du gouvernorat de Siliana par rapport à la moyenne nationale en matière de pauvreté. En septembre 2012, le taux de pauvreté du Gouvernorat demeure supérieur à 17% alors que la moyenne nationale se situe à 15,5%. Seules les délégations de Siliana Nord et de Gaafour se situent au-dessous de la moyenne nationale. Les trois délégations du sud du gouvernorat (Rouhia, Makthar et Kesra) demeurent les plus pauvres du gouvernorat et se situent, nettement au-dessus de la moyenne nationale. Kesra affiche en septembre 2012 un taux supérieur à 20% et Rouhia un taux supérieur à 25% selon les données fournies par le Ministère du Développement Régional et de la Planification.

82. **Efficacité du ciblage.** Les divers indicateurs socio-économiques nationaux font du gouvernorat de Siliana, notamment dans sa partie sud et dans ses zones montagneuses, l'un des plus défavorisés du pays, ce qui justifie largement la continuation des interventions du FIDA dans ce gouvernorat. Cette situation de vulnérabilité touche, à des degrés divers, tout le gouvernorat, mais les délégations du Sud (en particulier Makthar, Kesra et Rouhia) sont relativement plus défavorisées en infrastructures de base. Du fait d'une pluviosité moindre, et de l'importance des terres occupées par le domaine forestier de l'Etat, leur revenu agricole est plus aléatoire. Ce sont d'ailleurs ces délégations qui sont les plus touchées par l'exode rural.

83. Le ciblage, dans le cadre du PDAI-II, a pris les mesures qui visent à garantir que les individus et les ménages les plus défavorisés bénéficient réellement des interventions du projet. Dans ce sens, les structure de coordination et de gestion du projet ont adopté la démarche du FIDA qui adopte les trois niveaux de ciblage, à savoir, le ciblage géographique; le ciblage intra-communautaire; et l'adéquation de l'offre de services aux moyens d'existence des ménages les plus défavorisés.

84. Pour le ciblage géographique qui consiste à intervenir, en matière de développement local, en priorité dans les Imadats les plus défavorisées, et avant l'intervention sur terrain, le projet a exploité les études préparatoires, les statistiques régionales et les connaissances locales du terrain pour classer les 54 Imadats par ordre de priorité et commencer par l'élaboration des PDP des secteurs les plus pauvres et les plus dégradés, mais qui disposent d'un minimum de potentiel agricole et rural, jugé comme facteur important de réussite des premières interventions. Le premier lot de PDP a concerné Sidi Hmada, Bhirine, Jmilet, Sidi Monsour, Soualem, Hammem Kesra, el Haria, Sidi Mourched et Sayar qui ont été élaborés, sur des bases participatives par les moyens de l'administration appuyés par une assistance technique ponctuelle. Au total, environ 50% des secteurs les plus prioritaires, ont bénéficié de plus de 80% des investissements substantiels. Les derniers secteurs, en bas de la liste des priorités et qui représentent l'autre moitié de la zone d'intervention n'ont bénéficié que de 20% des investissements.

- Le ciblage socio-économique au sein de chaque Imadat. A ce niveau, les ménages les plus vulnérables ont été identifiés sur la base d'un diagnostic communautaire et participatif. Dans le cadre du projet, ce sont les agglomérations enclavées et ne disposant pas de source d'eau potable de proximité qui ont bénéficié des actions d'infrastructure de base. Environ 1500 familles ont été alimentées en eau potable et une dizaine de secteurs ont bénéficié de 48,5 km de pistes de désenclavement et dans les PI. Pour les actions individuelles, la plantation arboricole a touché, essentiellement, les petites et moyennes exploitations (08 ha par bénéficiaire, en moyenne). Les bénéficiaires des activités génératrices de revenu sont essentiellement les jeunes et les femmes. La moyenne des exploitations des petits périmètres irrigués réhabilités et réalisés dans le cadre du projet est de l'ordre de 2 ha.
- Le troisième principe est lié à la parité et à une certaine « discrimination positive » en direction des femmes et des jeunes. A l'exception des infrastructures de base qui touchent toutes les catégories, hommes, femmes, et jeunes, le projet s'est attaché à orienter le plus possible

d'actions en faveur des catégories les plus fragiles, en particulier en matière de formation et d'appui à la création de micro-projets et micro-entreprises. Ainsi, 4079 jeunes, dont 27% de femmes, ont été sensibilisés et formés dans les divers et cursus proposés par le BRETl en soutien à la création de microprojets. 487 microprojets ont été installés pour les jeunes, dont 27% de projets initiés par des femmes. 44 petites et moyennes entreprises ont été installées au profit de jeunes depuis le démarrage du projet.

H. Conclusion

85. Six ans après le démarrage du projet qui a été prorogé de 18 mois pour un achèvement en décembre 2014 (pour le financement FIDA), et malgré la conjoncture difficile durant les trois dernières années, l'Unité du projet et les structures techniques régionales ont déployé un effort considérable. Les réalisations physiques, ont intéressé la quasi-totalité des composantes, à l'exception des actions financées sur les ressources du Fonds Mondial pour l'environnement qui n'ont démarré, effectivement qu'en fin 2012. Des retards dans la réception des travaux, par rapport aux délais contractuels, de certains tronçons de pistes, de périmètres irrigués, et des projets d'alimentation en eau potable et dans la mise en valeur des infrastructures de base ont été constatés. Le niveau global des engagements est de l'ordre de 80% par rapport au coût total actualisé (62 MD). Le rythme d'exécution sur le terrain a été ralenti surtout en 2011 et en 2012 à cause de la conjoncture révolutionnaire exceptionnelle en Tunisie et de l'insuffisance de moyens humains de l'UPLC, de l'arrondissement Génie Rural (GR) du CRDA et de la Direction régionale de l'Equipeement. Le rythme des engagements a été rétabli en 2013, alors que le niveau de décaissement est encore modeste et le projet risque de ne pas décaisser tous les fonds à temps. Sur les ressources financières du FIDA, le taux cumulé des décaissements est de l'ordre de 52% alors que sur les ressources du FEM, il n'est que de 12%. Les taux de change du DTS et du dollar au moment de l'évaluation étaient respectivement de 2,0 pour le DTS et 1,3 pour le dollar. A ce jour, ils sont de l'ordre de 2,5 et 1,65, ce qui a engendré des excédents de plus de 5,0 MD sur les prêts FIDA et 1,5 MD sur le don GEF. Des actions additionnelles d'infrastructure de base, de conservation des eaux et des sols et, de gestion durable des terres ont été proposées dans le PTBA 2014 pour consommer ces reliquats. Pour pouvoir récupérer les retards enregistrés et achever tous les travaux et prestations avant fin 2014, date d'achèvement du projet, la mission a indiqué aux responsables du projet les domaines qui nécessitent une attention particulière afin d'accélérer le niveau d'exécution et de mise en valeur des infrastructures réalisées et en cours, et d'assurer la durabilité des acquis et leur impact sur l'amélioration des conditions de vie des populations bénéficiaires, notamment en œuvrant à:

- finaliser le calendrier détaillé des différentes activités en cours et engager tous les reliquats disponibles de sorte que toutes les prestations soient réceptionnées avant l'achèvement du projet en fin décembre 2014 pour les ressources du FIDA et avant fin mars 2015 pour le don FEM;
- prendre les dispositions nécessaires pour accélérer le rythme de décaissement aussi bien sur les ressources du FIDA que sur celles du don FEM et veiller à la réalisation, à temps, des activités prévues pour pouvoir décaisser les allocations avant la clôture du projet;
- renforcer le contrôle de l'exécution des travaux sur le terrain, veiller davantage au respect des clauses contractuelles avec les entreprises lors de la réception des travaux et prévoir un budget suffisant pour l'entretien afin d'assurer la durabilité des ouvrages;
- renforcer l'appui du niveau central, principalement de la DGFIOP et de la DGREE, à travers l'organisation de réunions périodiques rapprochées et des visites de terrain. Cet appui pourra jouer un rôle important dans l'amélioration du niveau d'exécution et d'exploitation des infrastructures de base et, par conséquent, accélérer le rythme de décaissement sur les différents financements extérieurs;
- engager des évaluations thématiques sur les expériences de la vulgarisation agricole privée et de la promotion de l'investissement privé et des PME entrepris dans le cadre du projet;
- veiller au respect des échéances contractuelles des audits annuels et les remettre au FIDA avant fin juin de chaque année.

Appendice 1: Résumé de l'état d'avancement du projet et notes attribuées

Faits essentiels

Pays	Tunisie	No. du projet	1299	No. du prêt/don DSF	687
Projet	Projet de développement agricole intégré dans le Gouvernorat de Siliana – Phase II			Prêt/don DSF suppl.	864 , 864
Date de mise à jour	30/11/2013				
Inst. responsable de la supervision	IFAD/IFAD				
Nbre de Supervisions	6	Nbre de missions avancement de l'exécution/suivi	3		
Dernière Supervision	18/11/2013	Dernière mission avancement de l'exécution/suivi	14/04/2012		

					Million USD	% Taux de décaissement
Approbation	13/12/2005			Coût total	43.94	
Accord	17/01/2006	Délai d'entrée en vigueur	18.2	FIDA Total	20.49	
Entrée en vigueur	11/06/2007	Valeur PAR	-----	Prêt du FIDA	20.49	52
Premier décaissement	11/02/2008			Don DSF		
Examen à mi-parcours	14/01/2013	Dernier amendement	09/08/2012	Don FIDA		
Achèvement initiale	30/06/2013	Dernier audit	02/09/2013	Financement national total	12.88	
Achèvement	31/12/2014			Beneficiaries	2.16	
Clôture initiale	31/12/2013			Government (National)	6.75	
Clôture	30/06/2015			Other	0.88	
Nbre de prolongations	1			Domestic Domes. Fin. Inst.	3.08	
				Cofinancement total externes	10.57	
				France/AFD	5.55	
				GEF	5.02	12

Notes concernant l'exécution du projet

B.1 Aspects fiduciaires	Précédente	Actuelle	B.2 État d'avancement de l'exécution du projet	Précédente	Actuelle
1. Qualité de la gestion financière	4	4	1. Qualité de la gestion du projet	4	4
2. Acceptabilité du taux de décaissement	3	3	2. Exécution du S&E	3	3
3. Fonds de contrepartie	4	4	3. Cohérence entre le PTBA et l'exécution	4	4
4. Conformité à l'accord de financement	4	4	4. Prise en compte de l'équité hommes-femmes	3	3
5. Conformité aux règles de passation des marchés	4	4	5. Lutte contre la pauvreté	4	4

6. Qualité et ponctualité des audits	3	3	6. Efficacité du ciblage	4	4
			7. Innovation et leçons apprises	4	4
			8. Prise en charge climat et environnement		3

B.3 Produits et réalisations

	Précédente	Actuelle	B.4 Durabilité	Précédente	Actuelle
1. Gestion durable des sols	3	3	1. Renforcement des institutions (organisations, etc.)	3	3
2. Renforcement institutionnel	3	3	2. Autonomisation	3	3
3. Appui à l'emploi et à l'investissement privé	3	3	3. Qualité de la participation des bénéficiaires	4	4
4. Développement local intégré	4	4	4. Adaptabilité des prestataires de services	4	4
			5. Stratégie de désengagement (préparation et qualité)	4	4
			6. Possibilité réplique à plus grande échelle	4	4

B.5 Justification des notes

Le taux global des engagements, tout financement confondu, est de l'ordre de 80%. Le niveau de décaissement sur les ressources du FIDA est encore modeste par rapport aux délais. Il est de 52% par rapport au coût actualisé. La composante "Gestion durable des terres", financée sur le don FEM, a démarré avec un retard relatif par rapport au financement du FIDA et le taux actuel de décaissement est de 12%. Le processus de passation des marchés et de réception des travaux reste relativement long, malgré les améliorations institutionnelles nationales. Le système de suivi-évaluation, mis en place au début du projet, est verrouillé et a été remplacé par des tableaux sur Excel. Les responsables de suivi-évaluation et de la mise en œuvre du projet ont quitté le projet et n'ont pas été remplacés. Les rapports d'audit des financements FIDA et FEM pour l'exercice 2012 ont été remis au FIDA avec, respectivement, près de trois et cinq mois de retard. En ce qui concerne l'aspect environnemental, toutes les réalisations n'ont aucun effet négatif et, les actions prévues dans le parc de Jbel Serj et qui viennent de démarrer auront à consolider la protection de la flore et de la faune existante. Toutefois, l'aménagement des accès et la construction du l'écomusée concentrera les visites touristiques et de la population limitrophe, ce qui pourrait engendrer plus de dépôt solide dans la zone protégée.

Évaluation globale et profil de risque

	Précédente	Actuelle
C.1 Actifs physiques/financiers	4	4
C.2 Sécurité alimentaire	4	4
C.3 Qualité de l'amélioration des actifs naturels et la résilience climatique		4
C.4 Avancement globale de l'exécution (Sections B1 et B2)	4	4

Justification des notes sur l'avancement globale de l'exécution

Après six ans de mise en œuvre et malgré la conjoncture spécifique en Tunisie, depuis 2011, l'état d'exécution cumulé des activités du projet est globalement satisfaisant. La mise en valeur commence à se manifester surtout dans les premiers périmètres irrigués réalisés. Les réalisations physiques ont intéressé la quasi-totalité des composantes du projet, à l'exception des actions programmées sur le don FEM qui accusent un retard relatif à cause de leur mise en vigueur tardive. Le taux d'engagement global des réalisations est de l'ordre de 80%, celui des activités financées par les ressources du FIDA est de l'ordre de 75% par rapport au coût actualisé. La création et la réhabilitation des périmètres irrigués, la plantation arboricole en sec et en irrigué sur une superficie de 6900 ha et, l'aménagement et l'entretien de plus de 28000 ha de travaux de conservation des eaux et du sol auront un effet positif sur l'actif naturel et la résilience climatique.

C.5	Probabilité de réalisation des objectifs de développement (section B 3 et B4)	4	4
Justification des notes sur les objectifs de développement Les événements sociopolitiques survenues depuis 2011 et les perturbations socio-économiques suivi jusqu'à ce jour risquent de retarder l'atteinte des objectifs assignés au projet. Toutefois, les objectifs de développement ont commencé à se manifester, essentiellement, par le désenclavement des zones difficiles, l'alimentation en eau potable des localités assoiffées, le démarrage de l'exploitation des périmètres irrigués et par l'installation d'un nombre important de PME et d'AGR.			
C.6	Risques Description succincte des principaux risques concernant chaque section ainsi que de leur impact sur la réalisation des objectifs de développement et la durabilité des résultats		
Aspects fiduciaires	Le taux de décaissement sur les ressources du FIDA est de 52% alors que la date d'achèvement prévue est pour fin décembre 2014. A défaut d'un suivi rapproché du processus de passation des marchés et de réception des travaux dans les délais contractuels, le projet risque de ne pas consommer la totalité des fonds disponibles à temps. La mobilisation des fonds de contrepartie n'a jamais posé problème et ne présente aucun risque.		
Avancement de l'exécution du projet	Rapportées à la durée restante du projet, les réalisations physiques et financières accusent un retard relatif, dû, essentiellement, à la conjoncture exceptionnelle en 2011 et 2012 et à l'entrée en vigueur tardive du financement FEM. A ce jour, environ 25% des fonds sur les ressources du FIDA ne sont pas encore engagés. Aussi, la capacité limitée des entreprises nationales à réaliser un programme très ambitieux dans les zones de l'intérieur du pays est un risque qui peut entraver le rythme d'exécution à Siliana. Si ce risque n'est pas majeur sur l'engagement des travaux, il est probable sur leur achèvement à temps.		
Produits et réalisations	Les principales réalisations physiques sur terrain, à ce jour, ont concerné la création de 230 ha de périmètres irrigués (PI) autour du barrage collinaires (51%) pour 60 irrigants, la création et la réhabilitation de 430 ha de PI sur forages (120%) pour 353 irrigants avec 17 km de pistes dans ces PI. Le PI Kharrouba n'est pas encore achevé (75%), l'engagement des travaux de 400 ha de périmètre d'épandage (70%) au bénéfice de 50 irrigants, l'achèvement des travaux de création et de réhabilitation de onze (11) projets d'alimentation en eau potable (AEP) pour 3447 habitants, l'engagement des travaux de 14 autres projets d'AEP pour 3412 bénéficiaires (avancement entre 10 et 95%), la construction de 250 citernes pour la collecte des eaux pluviales pour 225 familles (50 achevés à 100% et 200 à 90%), et l'engagement de 49 km de pistes rurales (85% des prévisions) pour le désenclavement de plus de 1500 familles, dont 13 km réceptionnés définitivement et, 36 km en cours d'exécution (avancement entre 20 et 80%). La plantation arboricole a concerné 6980 ha en pluvial et en irrigué (135% des prévisions globales) au profit de plus de 6500 bénéficiaires. La gestion durable des terres a porté sur l'engagement des travaux de remembrement en sec sur une superficie de 3000 ha (300% des prévisions) dont 1500 achevés à 100% pour 708 bénéficiaires et 1500 ha sont en cours, l'engagement de la construction de l'écomusée à Jbel Serj (avancement 80%), l'aménagement de 5200 ha de travaux de conservation des Eaux et du Sol (CES) sur les ressources de l'AFD, soit 55% des prévisions. Augmenté des réalisations sur le programme national dans la zone du projet, ce taux a dépassé 100% des prévisions. Les réalisations ont porté aussi sur l'engagement des travaux de création de six lac collinaires, non prévus initialement par le rapport de pré-évaluation mais prévus par les PDP, sur les ressources de l'Agence Française de Développement (AFD), et la réalisation de 1401 ouvrages de recharge et de correction de ravins (233%). Concernant la création d'emploi, 470 microprojets (85%), dont 125 pour les femmes rurales et 32 petites et Moyennes Entreprises (PME), soit 97% des prévisions, ont été créés et installés depuis le démarrage du projet, mais nécessitent un suivi et un accompagnement rapprochés durant les premières années de leur installation pour garantir leur durabilité.		
Durabilité	La qualité des réalisations des infrastructures hydrauliques est satisfaisante, alors que le niveau d'exploitation et de mise en eau des PI et des projets d'AEP reste encore modeste. La qualité des pistes réalisées est moyenne et certains tronçons ne sont pas bien entretenus faute de budget d'entretien suffisant. Le tissu communautaire et les organisations de base responsables de la gestion des infrastructures hydrauliques encore fragiles, la pression conjoncturelle exagérée de la population, et les structures administratives conjoncturellement affaiblies, risquent de compromettre le processus de développement local. Toutefois, les premiers indicateurs relatifs à l'association de la population, l'ancrage de l'approche participative et la constitution des comités de développement sont prometteurs et s'ils sont consolidés durant les années prochaines de mise en œuvre, ils assureront la pérennité des actions du projet.		

Suivi proposé

Question/problème	Mesure Recommandée	État de calendrier	État d'avancement
Exécution du projet et Produit	1. Préparer un calendrier détaillé des différentes activités en cours et, engager tous les reliquats disponibles sur les prêts du FIDA de sorte que toutes les prestations soient réceptionnées avant l'achèvement du projet en fin décembre 2014 pour les ressources du FIDA et avant fin mars 2015 pour le don FEM, 2. Renforcer le contrôle des travaux des pistes réalisées et à réaliser et prévoir un budget suffisant pour l'entretien afin d'assurer la durabilité de ces ouvrages, 3. Renforcer les moyens humains et matériel des arrondissements GR et PI et de la Direction régionale de l'équipement et organiser des réunions mensuelles de suivi de l'exécution du projet 4. Accélérer le rythme d'exécution et de mise en valeur des infrastructures de base, 5. Mettre à jour l'alimentation du système de suivi-évaluation pour disposer de l'information en temps réel et bien préparer la prise de décision.	Avant fin 2014 pour 1 et continu le long de 2014 pour les autres points.	En cours
Aspects fiduciaire	1. Veiller à la préparation et la transmission du rapport d'audit 2013 dans les délais contractuels, 2. Accélérer le rythme de décaissement sur les ressources du FIDA et celle du FEM, 3. veiller au respect des taux de financement contractuels.	Avant fin juin 2014 pour les audits et en temps réel pour le rythme de décaissement et le respect des taux de financement.	En cours
Durabilité	1. Engager une réflexion sur l'avenir des CDI et leur relation avec les structures socioprofessionnelles en vigueur surtout après l'achèvement du projet. Celle-ci fera partie de la stratégie de sortie à finaliser avant l'achèvement du projet, 2. Suivre et accompagner les PME et les microprojets au-delà de l'installation de leurs projets pour garantir la durabilité des acquis.	Courant 2014.	En cours

Appendice 2: Cadre logique actualisé: état d'avancement par rapport aux objectifs, effets et produits

Résumé descriptif	Indicateurs de performance objectivement vérifiables	Moyens de vérification	Suppositions/risques
Objectifs de développement l'amélioration durable des revenus et des conditions de vie de la population rurale dans le gouvernorat de Siliana.	Nombre de ménages défavorisés, dont l'indice d'accumulation de biens a augmenté Réduction de la prévalence de la malnutrition infantile Nombre de ménages bénéficiant d'une plus grande sécurité alimentaire Nombre de ménages bénéficiant des interventions du projet, par groupe socio-économique Diminution de l'écart entre la rémunération des hommes et femmes ouvriers agricoles.	Statistiques des programmes 26/26 Enquête de base du CNEA, 2005 Enquête socio-économique à mi-parcours et finale	Maintien du taux de croissance de l'économie Maintien de la priorité accordée à un développement économique et social
Objectifs du projet 1. Engager à partir de l'échelle communautaire un processus de développement local capable de stimuler l'initiative et l'investissement des populations rurales dans l'agriculture, élevage et conservation des ressources naturelles. 2. Diversifier et accroître les possibilités d'emplois et d'investissements en milieu rural, en particulier pour les femmes et jeunes, pour contribuer à créer un tissu économique local durable. 3. Développer les capacités institutionnelles du CRDA à engager un développement intégré, participatif, équitable et répondant à la parité hommes-femmes. 4. Assurer que la gestion durable des sols soit prise en compte comme un axe essentiel du développement local par l'ensemble des acteurs locaux et par les décideurs au niveau national.	Nombre de ménages faisant état d'un accroissement de la marge brute de leur production agricole et animale Augmentation de la part de financement privé et des collectivités dans la gestion durable des terres. Degré d'autonomie des comités de développement d'imadat et de groupements d'intérêt Nombre de jeunes filles et garçons ayant trouvé un emploi (ou auto-emploi) grâce au projet Ratio des emplois saisonniers aux emplois permanents (pour les jeunes filles et garçons). Rentabilité moyenne des entreprises établies. Mécanismes mis en place par le CRDA pour favoriser la programmation intégrée des investissements et l'attention aux questions d'équité et parité Coordination horizontale et verticale améliorée concernant planification et mise en œuvre de conservation eaux et sols Mesures d'incitation et de sanctions mises en place en faveur de la gestion durable des sols	Enquêtes socio-économiques de base, mi-parcours et d'achèvement Modèles d'exploitation à la revue à mi-parcours et finale	Processus de programmation participative a un ancrage institutionnel dans le mode de fonctionnement et programmation/ budgétisation au niveau du CRDA et administration locale. Mécanismes de gestion de la sécheresse déclenchés à temps en cas de sécheresse. Cadre réglementaire de la conservation de l'environnement maintenu en place.

Résumé descriptif	Indicateurs de performance objectivement vérifiables	Moyens de vérification	Suppositions/risques
Résultats du projet pour l'objectif 1:			
R 1.1. Communautés organisées en comité de développement d'imadat représentatif	Nombre de comités fonctionnels	PV et suivi des comités de développement	Les actions de volontariat mobilisent la population locale. Appropriation de l'approche participative par les services du CRDA et de l'administration locale Gouvernement Tunisien et loi sur la passation des marchés donnent priorité à la sous-traitance et tâcheronnat pour les travaux au lieu de la régie.
R.1.2. Activités sont programmées en fonction de la demande de la population et ciblage en faveur des ménages pauvres, hommes et femmes.	Nombre de femmes dans les comités	Classification selon le niveau socio-économique des bénéficiaires	
R.1.3. Effet multiplicateur des investissements sélectionnés au niveau des PDP et contrats programmes	Nombre de ménages défavorisés, femmes, et jeunes ayant bénéficié des activités des contrats programmes	Analyse financière des coûts et bénéfices des investissements retenus par les comités de développement d'imadat	
	Nombre total de bénéficiaires PDP	Suivi des contrats programmes	
	Taux de rentabilité de l'investissement		
	Effets directs à court terme sur accroissement des revenus des ménages pauvres et des emplois pour hommes et femmes dans la zone		
Composante 1: Développement local intégré			
Activités pour l'objectif 1			
Formation des comités et renforcement de leurs capacités	Nombre et type des organisations de base établis ou renforcés	Suivi des contrats programmes	Adéquation entre investissements et capacités financières des ménages.
Appui conseil agricole.	Nombre de membres, hommes et femmes, des groupements d'intérêt/ organisations de base formés.		
Soutien à la polyculture en sec et irrigué	Nombre d'exploitants agricoles et aide-familiales encadrés par le conseil agricole		
Soutien à l'élevage	Nombre d'exploitants agricoles et aide-familiales ayant adopté partiellement ou totalement le paquet technologique recommandé		
Réhabilitation de périmètres irrigués	Nombre d'ha plantés par espèces, en irrigué et en sec		
Construction de nouveaux périmètres	Type et nombre d'animaux distribués, vaccinés		
Consolidation des travaux CES	Taux d'intensification dans chaque périmètre réhabilité		
Construction de nouveaux travaux CES	Nombre des hectares sous périmètre irrigué		
Adduction en eau potable réaménagé ou construite	Taux d'intensification dans chaque nouveau périmètre		
Entretien et construction de pistes	Nombre d'ha consolidés		
Parrainage auprès des autorités locales des activités du PDP non financées par le projet	Nombre d'ha sous CES		
Appui aux communautés dans la formulation de plans de développement participatifs et de leur présentation aux pouvoirs locaux	Coût moyen à l'hectare aménagé		
	capacité de rétention en eau		
	Taux de distribution de l'eau (en jours) par rapport aux besoins		
	Nombre et type de pistes		
	Taux de réalisation des activités parrainées par le projet auprès d'autres instances.		
	Nombre de PDP et CP par an		

Résumé descriptif	Indicateurs de performance objectivement vérifiables	Moyens de vérification	Suppositions/risques
Résultats du projet pour l'objectif 2:			
R 2.1. Adéquation réalisée entre formation des demandeurs d'emplois et opportunités de travail.	- Nombre de jeunes filles et garçons par type de formation professionnelle.	Suivi des contrats programmes.	Politique de soutien de l'emploi et de l'égalité des chances est poursuivie.
R 2.2. Nouvelles entreprises créées	- Nombre d'entreprises (micro-petites-moyennes) installées et en activité.	Suivi du BRETI et ODNO.	Prospection constante sur les marchés de l'emploi et leur degré d'expansion
R.2.3. Entreprises existantes renforcées	- Types d'activités des entreprises - Nombre d'hommes et femmes employés - Nombre d'entreprises renforcées par type d'entreprises, et par sexe du chef d'entreprise - Taux d'accroissement du chiffre d'affaires et d'emplois dans les entreprises renforcées.		
Composante 2: Appui aux entreprises et à la promotion de l'investissement privé: Activités pour l'objectif 2			
- Décentralisation de l'encadrement des demandeurs d'emploi et du suivi de la micro-entreprise au niveau du BRETI.	- Nombre de promoteurs et promotrices recevant appui conseil, par type de lieu d'installation (urbain, péri-urbain, rural)	Suivi des contrats programmes Suivi BRETI et ODNO	Budget de fonctionnement et d'équipement du BRETI et ODNO sont renforcés
- Dotations du BRETI de fonds de formation et d'études.	- Nombre de cadres du BRETI formés (% femmes).		
- Renforcement des capacités de l'ODNO dans les activités de suivi économique et de prospection de marchés et des investisseurs privés.	- Nombre de cadres de ODNO formés (% femmes)		
- Aménagement des zones de petits métiers	- Taux de satisfaction avec étude ODNO de faisabilité et de marché - Nombre de personnes (hommes, femmes) bénéficiaires pour chaque zone de petits métiers/ artisanat		
Résultats du projet pour l'objectif 3:			
R. 3.1. Compétences accrues des services du CRDA à intégrer aspects techniques, socio-économiques (équité sociale et parité hommes-femmes)	- Nombre de cadres techniques qui valident les propositions des comités de développement sur critères techniques, socio-économiques et équité/ parité	Suivi des contrats programmes Suivi par UPLC de la validation des actions des PDP par services techniques.	Accent mis au CRDA sur la valorisation des investissements et de la production agricoles.
R 3.2. Système de suivi et évaluation est opérationnel	- Rapport de suivi des réalisations physiques, financières, et des résultats acquis soumis à temps	Rapport de supervision	Volonté claire du Ministère de l'Agriculture et FIDA pour établir un SSE approprié.

Résumé descriptif	Indicateurs de performance objectivement vérifiables	Moyens de vérification	Suppositions/risques
Composante 3: Renforcement institutionnel: Activités pour l'objectif 3: Etablissement de l'Unité de Planification Locale et Coordination (UPLC). Formation continue des cadres du CRDA et de l'administration locale sur l'approche participative et l'analyse genre. Priorisation des imadats sur la base de leur degré de vulnérabilité.			
		Suivi des contrats programmes Suivi par UPLC (aspects formations) Rapports de supervision (compétences UPLC et gestion financière)	La réglementation autorise l'appui apporté aux organisations informelles (les comités de consultation et les groupements d'exploitants).
Résultats du projet pour l'objectif 4:			
	Taux de réalisation des actions du plan % d'adoption de techniques de production agricole ou exploitation des ressources naturelles conservatrices des sols. Système de suivi fonctionnel A élaborer au cours du PDF-B		
R 4.1. Plan d'action régional de gestion durable des sols assorti du financement nécessaire, outils de décision, et mécanisme de partenariat R. 4.1. Etablissement d'un système de suivi, outil de décision en matière de gestion durable des sols		Rapports de suivi. Etude de base et des effets amplifiés (incremental effects).	Le cadre réglementaire pour la conservation de l'environnement est en place. Le scénario de base est maintenu.
Composante 4: Gestion durable des terres: Activités pour l'objectif 4: Promotion de mécanismes de coordination (et mise en réseau intersectoriels et interinstitutionnels dans le domaine de la Gestion Durable des Sols (GDS). Système de suivi de la dégradation des sols et de ses conséquences et de capitalisation des expériences en matière de GDS			
		Document du projet FEM.	Projet soumis au FEM est accepté.

Appendice 3: Récapitulatif des principales mesures à prendre dans les délais convenus

Mesure convenue	Responsabilité	Date convenue
Achever et réceptionner tous les travaux et prestations en cours et à engager avant la date d'achèvement du projet	CRDA UPLC DRH	31 décembre 2014 pour les prêts FIDA
Accélérer le rythme de décaissement aussi bien pour les Prêts du FIDA que sur le Don GEF	UPLC AT-FEM	60% avant fin 2013 et 80% avant fin 2014 pour les prêts et 20% avant fin 2013 et 50% avant fin 2014 pour le don FEM
Engager la réalisation du rapport d'achèvement du projet (en particulier sur les ressources du FIDA)	UPLC	avant fin décembre 2014
Elaborer un planning détaillé de réalisation des travaux en cours et ceux planifiés en 2014 sans dépasser le 31 décembre 2014 comme date de réception de toutes les prestations.	UPLC Les services techniques du CRDA La Direction Régionale de l'Equipeement	Décembre 2013
Renforcer des moyens de suivi et de contrôle des projets de pistes et alimentation en eau potable qui sont en cours d'exécution et qui ont accusé des retards sensibles. Des réunions mensuelles associant les entreprises les entreprises adjudicataire sont bien recommandées	UPLC Les services techniques du CRDA La Direction Régionale de l'Equipeement	mensuel
Relancer le renouvellement des GDA non fonctionnels et engager une réflexion sur l'avenir des CDI et leur relation avec les structures socio professionnelles en vigueur surtout après l'achèvement du projet.	UPLC CRDA-AFE DGFIOP	Avant fin septembre 2014
Engager une évaluation de l'expérience de la vulgarisation et le conseil agricole privés. Cette évaluation peut enrichir la stratégie de vulgarisation en cours de réflexion	UPLC AVFA	juin 2014
Engager une évaluation spécifique de la composante promotion de l'investissement privé et des PME. Les résultats de cette évaluation peuvent servir les projets futurs et contribuer à l'amélioration de la stratégie de l'emploi	UPLC BRETI ODNO	Avant fin septembre 2014
Disposer de situation de suivi physique et financière en temps réel aussi bien pour le PDAI que pour la composante financé par le FEM	UPLC AT-FEM Responsables financiers du PDAI et du FEM	Temps réel
Finaliser la préparation des PTBA du PDAI et du financement FEM	UPLC AT-FEM	Avant le 06/12/2013
Rapprocher la périodicité des réunions du comité régional de coordination pour mieux suivre les activités et achever le projet à temps	CRDA UPLC	mensuelle
Entreprendre l'examen à mi-parcours du financement FEM	FIDA	février 2014
Constituer un groupe de travail technique autour des thèmes relatifs à la GDT représentant les départements techniques concernés du MA et du ME pour contribuer à l'élaboration des termes de référence des différentes études et consultations prévues.	UPLC AT-FEM	Janvier 2014

Mesure convenue	Responsabilité	Date convenue
Programmer, sur les reliquats générés par la dévaluation du dinar tunisien par rapport au dollar, et dans le cadre du PTBA 2014, la réalisation du drainage de la plaine de Bourada pour renforcer la gestion durable des terres.	Arrondissement GR UPLC AT-FEM	Préparer le DAO en décembre 2013
Intégrer dans le DAO de drainage de la plaine de Bouarada les actions de recalibrage de l'oued jraia, entre l'aval de la plaine et l'exutoire naturel (sebkhet El korzia)	Bureau d'études CRDA UPLC	Avant le lancement de l'appel d'offres prévu en janvier 2014
Comprimer les délais du processus de passation des marchés et sensibiliser les entreprises pour participer aux appels d'offres et améliorer le niveau de concurrence	UPLC	Continu
Respecter les clauses contractuelles dans la remise des rapports d'audit au FIDA	UPLC CGF	Avant fin juin 2014
Respecter les pourcentages des dépenses autorisées à financer selon l'Annexe A de l'Amendement de l'Accord de prêt	UPLC	Continu
Redynamiser les GDA et les inviter à entreprendre leurs conseils d'administration et à renouveler leurs membres pour assurer une meilleure représentativité de la population	UPLC CRDA DGFIOP	Dans les plus brefs délais
Prévoir un budget suffisant pour l'entretien des infrastructures de base réalisées, en particulier les pistes non classées	CRDA DRH DGFIOP	2014
Suivre et accompagner les PME et les microprojets au-delà de l'installation de leurs projets pour garantir la durabilité des acquis.	UPLC ODNO BRETI	2014

Appendice 4: État d'avancement matériel par rapport au PTBA (y compris indicateurs SYGRI)

Résultats	Unité	Fin de la période			Cumulatif			Total des actuels des années précédentes
		PTBA	Réalisé	% de PATB	Préévaluation	Réalisé	% Pré-évaluation	
Personnes ayant bénéficié des services du projet	Homme	15 000	5 270	49%	70 101	79 612	114%	74 342
Personnes ayant bénéficié des services du projet	femme	7 500	2 600	39%	69 301	55 310	80%	52 710
						0		
						0		
						0		
						0		
						0		
						0		
						0		
						0		
Plans villageois/communautaires élaborés	Nombre	0	12		54	54	100%	42
Groupes communautaires formés/consolidés	Nombre	0	0	0%	54	54	100%	54
Membres des groupes communautaires formés/consolidés	Homme	250	120	48%	540	744	138%	624
Membres des groupes communautaires formés/consolidés	femme	100	24	24%	165	156	95%	132
Personnes ayant accès aux services de conseil mis en place	Homme	550	540	98%	1400	1 310	94%	770
Personnes ayant accès aux services de conseil mis en place	femme	150	60	40%	600	170	28%	110
Personnes formées aux méthodes et techniques de production agricole	Homme	150	0	0%	3000	192	6%	192
Personnes formées aux méthodes et techniques de production agricole	femme	50	0	0%	900	118	13%	118
Superficie faisant l'objet d'une gestion améliorée des sols	Ha	5000	2090	42%	25050	9 137	36%	7 047
Périmètres d'irrigation aménagés/remis en état	Ha	50	138	276%	3850	475	12%	337
Réseaux d'eau potable installés/remis en état	Nombre	7	3	43%	13	8	62%	5
Systèmes de récupération d'eau pluviale installés/remis en état	Nombre	200	175	88%	0	225	#DIV/0!	50
Routes construites/ remises en état	KM	21	9	43%	58	32	55%	23
						0	#DIV/0!	0
Représentants et fonctionnaires formés	Nombre	4	0	0%	12	20	167%	20
Personnes formées aux affaires et à l'entrepreneuriat	Nombre	10	7	70%	33	36	109%	29
Entreprises ayant accès aux services financiers mis en place	Nombre	10		0%	33	58	176%	58
Personnes formées dans le domaine des activités génératrices de revenus	Homme	150	114	76%	591	465	79%	351
Personnes formées dans le domaine des activités génératrices de revenus	femme	50	30	60%	254	329	130%	299
Entreprises ayant accès aux services financiers mis en place	Nombre	195	187	96%	540	901	167%	714
Représentants et fonctionnaires formés	Nombre	26		0%	50	76	152%	76
						0	#DIV/0!	0
Plans de gestion de l'environnement élaborés	Nombre	1	1	100%	1	1	100%	0
Personnes formées en gestion des ressources naturelles	Homme	40	0		118			
Personnes formées en gestion des ressources naturelles	femme	15	0		50			

RÉSULTATS DU DEUXIEME NIVEAU			
Composantes	Sous-composante	Résultat	Barème
Nom de la composante	Nom de la sous-composante		
Développement Local intégré	Elaboration des plans de développement participatifs	Efficacité: développement communautaire	4
	Appui aux organisations de base	Durabilité probable des groupes communautaires formés/consolidés	4
	Soutien à la production agricole	Efficacité: amélioration de la production agricole, animale et halieutique	5
	Conservation et protection des ressources naturelles	Efficacité des programmes de gestion et de conservation des ressources naturelles	3
	Aménagement hydro-agricole	Efficacité de l'infrastructure de production - Périmètres d'irrigation	3
		Durabilité probable de l'infrastructure de production - Périmètres d'irrigation	3
	Alimentation en eau potable	Efficacité de l'infrastructure de production - Systèmes de récupération d'eau pluviale	6
		Durabilité probable de l'infrastructure de production - Systèmes de récupération d'eau pluviale	6
		Efficacité de l'infrastructure sociale - Systèmes d'eau potable	4
Appui à l'emploi et à l'investissement		Durabilité probable de l'infrastructure sociale - Systèmes d'eau potable	4
	Piste rurale	Durabilité probable des routes construites/remises en état	4
	Promotion de l'investissement privé (PME et AGR)	Efficacité: création de possibilités d'emploi	4
		Efficacité: amélioration de l'accès des pauvres aux services financiers	3
		Durabilité: amélioration de la performance des institutions financières	3
		Durabilité probable des entreprises	4

TROISIEME NIVEAU					
Indicateur	Unité	Référence	Mi-parcours	Achèvement	Objectif
Ménages dont l'indice d'accumulation des actifs a augmenté					
Enfants en insuffisance pondérale - Poids par âge	%	1%			
Enfants chroniquement malnourris - Taille par âge	%	10%			
Enfants en malnutrition aiguë - Poids par taille	%	1%			
Ménages ayant accès à des ressources en eau améliorées	%	82%			
Ménages ayant accès à des centre sanitaires améliorés	%	52%			
Membres de ménage féminins sachant lire	% filles	65%			
Membres de ménage masculins sachant lire	% garçon	85%			

Projet de Développement Agricole Intégré de Siliana (Phase II)						
Suivi physique PTBA 2013						
Composantes	Indicateurs	Unité	PTBA 2013			
			Prévisions	Réalisations	%	
A. DEVELOPPEMENT LOCAL INTEGRE						
1- Elaboration des PDP et CP						
A-Elaboration des PDP *	Nombre de PDP	PDP				
B-Accompagnement à la mise en œuvre des PDP	Nombre de PDP	PDP				
C-Appui technique aux GDA (locaux et équipement)	Nombre de GDA	GDA	5			
2- Conseil agricole aux producteurs						
A.Référentiels techniques						
B-Conventions de recherche développement		unité		6		
C-Conseil en agriculture et en élevage						
Encadrement de l'élevage bovin laitier		éleveur		200		
Formation méthodologique	Nombre de personnes	pers	10	100		
Conseil vulgarisateur privé						
3- Soutien à la production agricole et pastorale						
A- Soutien à l'arboriculture						
Plantations d'arbres fruitiers en irrigué	Superficie	Ha	100	150		
Plantations d'arbres fruitiers au pluvial	Superficie	Ha	900	1641		
B-Formation des agriculteurs						
C-Journées de formation et d'information	Nombre de personnes	pers				
D-E Actions de démonstration						
F-Remembrement des terres	Superficie	ha				
4 - Conservation et protection des RN						
A- ces						
1-Lutte contre le ravinement						
Ouvrages de recharge	Nombre d'ouvrage	Nombre		28		
Ouvrages de protections	Nombre d'ouvrage			0		
Correction des ravins	Nombre d'ouvrage			530		
Végétalisation des ravins	Superficie			550		
Lacs collinaires				0		
Etudes	Nombre d'étude			0		
Travaux	Nombre de lac			0		
équipement Lac collinaires				0		
2-Traitement des interfloves						
Banquettes mécaniques	Superficie			0		
Banquettes manuelles				0		
Cordons en pierres sèches	Superficie			840		
Seuil en pierre sèche				161		
Technique douces				0		
Cuvettes individuelles pour arboriculture	Superficie			0		
3- plantation arboricole de consolidation			2340	0		
4- Sauvegarde et entretien des ouvrages	Superficie			0		
Piste GRN				0		
B- L'amélioration des parcours privé						
Périmètres pastoraux				0		
Amélioration de parcours	Superficie	ha	1020	685	67,2	
Autres actions	Superficie	ha				
Cultures fourragères						
C- Protection et dév. du domaine forestier						
Création de périmètres sylvopastoraux		Superficie	ha			
Entretien de périmètres sylvopastoraux		Superficie	ha			
Eclaircies forestières						
Reboisement	Superficie	ha				
Entretien Trachées P F	longueur	km				
Réhabilitation de D4 périmètres	Nombre de périmètre	Unité				
5- Aménagements hydro-agricoles						
A-Périmètres irrigués sur forages:						
Création des périmètres	Superficie	ha				
Electrification des PI		stations	7	9	####	
Réhabilitation des périmètres	Superficie	ha				
Equiptement des périmètres	stations	stations	7	9	####	
Etudes	ff	FF				
Brise vent	ff	FF				
création de forage		forage	3			
equiptement hydrauliques		ff		20		
B-Périmètres irrigués sur barrages collinaires:						
Création des périmètres	ha	ha				
Equiptement des périmètres						
C-Périmètres irrigués par épanchages:						
Création des périmètres	Superficie	ha				
Réhabilitation des périmètres		ha				
Etudes						
D-Périmetre irrigué individuel						
Construction bassin de stockage		U				
Curage et approfondissement de puits	Nombre de puits	unité				
Equipements hydrauliques et abris	ff	FF				
Matériel d'économie d'eau	Superficie	ha				
6- Alimentation en eau potable						
Etude de projet d'AEP						
Création de projets AEP	Nombre de projet	étude				
Réhabilitation des projets AEP	Nombre de projet	étude				
Réalisation des travaux et équipements:						
Création de projets AEP	Nombre de projet	Projet	2	11	####	
Réhabilitation des projets AEP	Nombre de projet	Projet		2		
électrification des stations de pompage d'AEP		stations	5			
Citernes pluviales						
7- Pistes rurales			25	175	####	
Etudes d'aménagement des pistes rurales		étude				
Travaux d'aménagement des pistes rurales	longueur	km	13	8	61,5	
Ouvrages de franchissement	Nombre	unité				
Piste GRN						
B. APPUI A L'EMPLOI						
1- Promotion de l'investissement privé et des PME						
Acquisition de véhicules TT	Nombre	Véh.				
Postes informatiques	Nombre	Unité				
Organisations des séminaires	Nombre	Unité				
Formation des cadres		FF				
Perfectionnement du personnels		ff				
Réhabilitation de la zone des petits métiers MAKTAR	Nombre					
Réhabilitation de la zone des petits métiers BOUARADA						
Fonds d'étude et de conseil						
Création des entreprises	Nombre de PME	PME				
Renforcement des entreprises existantes						
Etudes thématiques	Nombre de thème					
2- Appui aux micro-entreprises et à l'emploi						
Matériel et équipement	lot	lot				
Acquisition de véhicules TT	Nombre de véhicules	véhicule				
Perfectionnement des conseillers						
Diagnostic et mise à niveau des micro- entreprises						
Formation des cadres		ff				
Encadrement des promoteurs installés						
Voyages d'étude et stages		ff				
Etudes des micros projets		ff				
Installation de micro-projets		ff				
Formation des promoteurs		ff				
Projets créés		ff				
C. RENFORCEMENT INSTITUTIONNEL						
1- Renforcement des moyens des CRDA						
Matériels et équipements		ff				
Ordinateurs		unité				
Moyens de transports GR		Unité	1	1	100	
Formation		ff				
2- Fonctionnement de l'unité du projet						
Matériels et équipements						
Moyens de transports			15	10	66,7	
Ordinateurs						
Personnel contractuel		personne				
Système de suivi-évaluation		ff				
Formation des cadres		ff	20	40	####	
Missions et stages à l'étranger		ff				
Rapport d'achèvement et étude préparatoire						
Fonctionnement	étude	ff				

Suivi PTBA 2013, Composante GDT-GEF				
	Engagements physiques			
	Unité	Prévision	Réalisation	%
COMPOSANTE1: POLITIQUE DE RENFORCEMENT ET CADRE DE PLANIFICATION POUR L'INTEGRATION DE LA GDT				
Conduite de l'étude (consultation) sur l'adaptation de l'environnement institutionnel en vue d'intégrer la GDT et la biodiversité	Etude	1		
Préparation des TdR et recrutements d'un consultant d'appui à la DGEQV pour la mise en œuvre de la sous-composante 1.1	Consultation	1		
Conduite de l'étude sur la conception du système de gestion des connaissances sur la GDT (Observation de la GDT: base de données sites web)	Etude	1		
Mise en place test et fonctionnement du système au niveau du projet (CRDA)	Forfait	0,6		
Campagne d'information et de sensibilisation	Campagne	1		
Conduite de l'étude de la modernisation et du perfectionnement du système nationale de S&E environnementale	Etude	1		
Acquisition du matériel pour le renforcement du laboratoire d'analyse du	consultation	1	1	100%
Mise en place et test du système au niveau du Gouvernorat de Siliana et établissement de liens avec d'autre région	Forfait	0,6		
1.2 Sous-composante 1.2: renforcement institutionnel de la gestion durable de terres				
Réalisation des formations par des consultants	Consultation	5		0%
formation des opérateurs CRDA	Session (4 jours)	4		
Sous composante: 1.3 les activités de la GDT sont renforcées dans les PDP				
Assistance technique ponctuelle pour le renforcement de l'intégration des activités de GDT dans les PDP	consultation	1		
Etude et adaptation du système S&E de l'IADP-II	Etude	1		
Sous total composante 1				
COMPOSANTE2: INTEGRATION DE LA GDT AUX ACTIVITES AGRICOLES				
2.1 Sous composante 2.1: Investissent dans la GDT dans les activités agricoles				
Elaboration et mise en œuvre d'un programme de promotion de l'agriculture biologique	Etude et assistance tech	0,6		
Formation et appui aux agriculteurs pour la promotion de l'agriculture biologique	Groupe d'agriculteur	5		
Préparation et appui à la mise en œuvre d'un programme de démonstration et de développement de la conservation de la biodiversité local	Etude et assistance techn	0,6		
Formation et appui aux agriculteurs pour la promotion de la biodiversité local	Groupe d'agriculteur	5	5	100%
Préparation d'un programme d'essai	Etude et assistance techn	1		
Formation et appui aux agriculteurs pour la promotion des techniques de l'agriculture de conservation	Groupe d'agriculteur	5	0	0%
Préparation d'un programme d'essai pour la démonstration des techniques d'adaptation aux CC (Brise vent) changement utilisation des terres	Etude et assistance techn	1	0	0%
Formation et appui aux agriculteurs pour la promotion des techniques d'adaptation aux CC	Groupe d'agriculteur	5	0	0%
Conservation de la Biodiversité locale	Ha	250		
Agriculture organique / biologique	Ha	50		
Agriculture de conservation	Ha	300		
Adaptation aux changements climatiques	Ha	25	0	0%
2.3 Sous composante 2.3: Consolidation des investissements dans la CES				
Réalisation des actions de consolidation des ouvrages	Ha	500		
SOUS total composante 2				
COMPOSANTE 3: INTEGRATION DE LA GDT AUX ACTIVITES SYLVO-PASTORALES				
3.1 Sous composante 3.1: Promotion des systèmes Communautaires				
Réalisation de l'amélioration pastorale dans les zones retenues	ha	1050	105	
Conduite des études de la création et l'accompagnement de 2 systèmes de GDT (2GDA/SMSA) dans les zones sylvo-pastorale retenues (plan de développement participatif et appui)	Etude et appui	1	0	
Techniques d'amélioration pastorale et gestion des ressources pastorales: Mise en place de parcelles de démonstration	parcelle	3	0	
Consolidation biologique des ouvrages de CES par des espèces pastorales: Mise en place de parcelles de démonstration	parcelle	3	0	
Formation sur le tas des agro-pasteurs sur les techniques de GDT dans les zones sylvo-pastorale	journée	6	0	
3.2 Sous composante 3.2: Amélioration des terres de parcours				
Conduite de la consultation pour la préparation et l'appui à la mise en œuvre d'un plan d'aménagement de gestion participative de 500 ha de parcours de droit communautaire dans le cadre de la création d'un GDA	Etude et appui			
Elaboration et mise en œuvre d'un plan de réaménagements des pépinières et d'un programme de production des plants	Unité	2		
3.3 Sous composante 3.3: développement de micro entreprise				
Assistance technique et renforcement des micro-entreprises retenues	Forfait	1	0	
sous total composante 3				
COMPOSANTE4: CONSERVATION DE BIODIVERSITE DJEBEL ESSERJ				
4.1 Sous composante 4.1: Elaboration d'un plan de gestion participatif pour le PN				
Etude d'élaboration du plan de gestion participatif du PN de Jbel Esserj	Etude	1		
4.2 Sous composante 4.2: Renforcement des capacités				
Formation de 5 membres du personnels de PN de Jebel Esserj	session	1		
Etude de la conception d'un système S&E du PN de Jebel Esserj	consultation	0,8		
Conception et édition des documents d'information et de sensibilisation	Forfait	1		
Systèmes hydriques	Pièce	2		
Etude technique de la piste d'accès au PN et des ouvrages de protection	Etude	1		
Aménagement et protection de la piste d'accès au PN	KM	3,5		
sous total composante 4				
Composante 5: GESTION DU PROJET				
Installation des bureaux de la coordination du projet FEM et acquisition des matériels et équipements prévus pour le bon	Forfait	1		
Véhicule	Unité	1		
Appui au fonctionnement de l'unité de coordination	Forfait	1		
Communication voyages et divers (déplacements)	Forfait	1		
Mission de supervision	mission	1		
Sous total composante 5				
Total couts d'investissement				

Appendice 5: Aspects financiers: performance financière effective par bailleur de fonds et par composante, et décaissements par catégorie

Tableau 5A: Exécution des obligations de financement par source de financement

Source de financement	Montant approuvé (en milliers d'USD) y compris le financement supplémentaire	Décaissements (en milliers d'USD)	Montant décaissé (en %)
Prêt du FIDA	20490	11252	52%
Co financeur (FEM)	5020	612	12,2%
Gouvernement (y compris AFD)	14940	7763	52%
Bénéficiaires	5250	3258	62%
Total	45700	22885	50%

Tableau 5B: Exécution des obligations de financement par source de financement et par composante (en milliers d'USD)

Composante	Prêt du FIDA			Don du FIDA			Cofinanceur (FEM)			Gouvernement +AFD			Bénéficiaires 1			Total		
	Approuvé	Effectif	%	Approuvé	Effectif	%	Approuvé	Effectif	%	Approuvé	Effectif	%	Approuvé	Effectif	%	Approuvé	Effectif	%
A. Développement local intégré	18421	10388	56	0			3615	335	9	11667	4933	42	5250	3258	62	38953	18914	49
B. Appui à l'emploi	1355	290	21	0			0	0		1063	45	4	0	0		2418	335	14
C. Renforcement institutionnel	714	574	80	0			0	0		2210	1785	81	0	0		2924	2359	81
D. Gestion durable des terres	0	0	0	0			1405	277	20	0	0	0	0	0		1405	277	20
Total	20490	11250	52	0			5020	612	12	14940	6763	45	5250	2907	55	45700	21885	48

Tableau 5C: Décaissements du prêt du FIDA (en DTS à la date du 30.11.2013)

Catégorie	Description de la catégorie	Allocation	Allocation révisée (2)	Décaissement (3)	Paiement (4)	Solde (2)-(4)	% décaissé	
		initiale (1)					(3)/(1)	(3)/(2)
Avance BCT				1081071,77				
I	Génie Civil	6700000,00	9710000,00	3918344,28	4614229,00	5095771,00	58,48	40,35
II	Matériel et équipement	190000,00	1250000,00	401245,81	448476,00	801524,00	211,18	32,10
III	Plants	1270000,00	1200000,00	782264,18	782264,00	417736,00	61,60	65,19
IV	Véhicules	190000,00	200000,00	167437,49	167437,00	32563,00	88,12	83,72
V	AT et études	540000,00	600000,00	505802,33	505802,00	94198,00	93,67	84,30
VI	Formation	940000,00	340000,00	154543,55	154543,00	185457,00	16,44	45,45
VII	Conseil agricole	610000,00	610000,00	255909,34	365043,00	244957,00	41,95	41,95
	Non alloué	460000,00	190000,00			190000,00		
Total		10900000,00	14100000,00	7266618,75	7037794,00	7062206,00	66,67	51,54

Appendice 6: Application des dispositions de l'accord de financement: état d'avancement

Section	Disposition	Objectif/Date prévue	État d'avancement/Date	Observations
Section 2.03	Le Gouvernement doit ouvrir et administrer un compte spécial du projet (en euros) au niveau de la BCT pour le prêt FIDA et un compte spécial à la BCT pour le don FEM	Au démarrage du projet	Compte FIDA ouvert et alimenté en janvier 2008 et compte FEM et alimenté en mars 2010	
Section 3.02	L'Agent principal du projet soumet au FIDA le PTBA de chaque année 60 jours au plus tard avant le commencement de l'année suivante	31 octobre de chaque année	Les PTBA 2010-2014 ont été soumis au FIDA à temps	Jusqu'à fin 2009 les PTBA sont soumis à l'UNOPS
Section 3.05	Les marchés de biens, de travaux et de services doivent être passés conformément aux procédures énoncées à l'annexe 4 de l'accord de prêt	Pour toute la durée du projet	Les procédures Tunisiennes sont appliquées et acceptées par le FIDA	Les procédures Tunisiennes ont été amendé en 2012 pour réduire les délais du processus et assurer plus de transparence
Section 4.02	L'Agent principal du projet soumet au FIDA des rapports semestriels au plus tard trois mois suivant chaque semestre	Fin septembre et fin mars de chaque année	Les rapports semestriels sont soumis à temps	
Section 5.02, Section 11.10 b	Présentation du rapport d'audit annuel au FIDA au plus tard dans les six mois suivant chaque année fiscale	Avant fin juin de chaque année	Les rapports d'audit sont soumis avec un retard de neuf mois pour l'exercice 2010 et de trois mois pour ceux de 2011 et 2012	Ces retards sont dus à la conjoncture spécifique de la Tunisie depuis la révolution du 14 janvier 2011
Section 7.01	Conditions préalables à la mise en vigueur	Dans les 180 jours après la signature	Toutes les conditions sont satisfaites pour le prêt initial du FIDA et le don du FEM, alors que l'entrée en vigueur du financement supplémentaire du FIDA a accusé des retards (08 mois après la signature)	Le prêt supplémentaire est en cours d'approbation par la constituante

Appendice 7: Gestion des savoirs: apprentissage et innovation

1. Le projet a comporté dans sa conception plusieurs innovations dont en particulier:
 - la planification participative au niveau du secteur (Imadat);
 - la sous-traitance de l'élaboration des PDPs, de l'accompagnement à la mise en œuvre et de la vulgarisation aux BE privés; et
 - le partenariat.
2. **La planification participative au niveau du secteur** est en soi un paquet d'innovations. Elle a consisté à travailler dans un nouveau cadre institutionnel qui garantissait avant janvier 2011 la coordination avec les structures régionales (Conseils Régionaux au niveau des gouvernorats) et locales (Conseils Locaux de Développement au niveau des Délégations) et à coordonner de manière formelle avec les autres intervenants (services régionaux des autres départements ministériels, Offices, ONG). L'évolution a consisté à planifier au niveau des Imadats (secteurs administratifs) et non plus au niveau de structures informelles et sans statut juridique appelées, à l'époque, UST (Unités Socio Territoriales). Cette évolution devait être suivie par une autre qui consistait, une fois le CDI créé, initié et rompu à la gestion de développement communautaire, à lui donner une existence juridique en le faisant évoluer vers un statut de GDA doté de la personnalité civile et de l'autonomie financière. Ceci devait donner de la crédibilité à la représentation des populations dans l'œuvre de développement et permettre au GDA de s'engager au nom de la population et de contracter en son nom des engagements administratifs et financiers. Ces avantages ont tous été remis en cause par la révolution du 14 janvier 2011. En effet, tout l'édifice institutionnel régional et local a été remis en cause sans qu'il soit encore remplacé par de nouvelles structures ni au niveau de l'organisation administrative du territoire ni au niveau du lien entre cette organisation et la gestion du développement local et régional. 67% des CDI créés par le projet sont actuellement peu ou pas fonctionnels. Les Conseils Locaux (CLD au niveau de la Délégation) et les Conseils Régionaux (au niveau des Gouvernorats) ont été dissous par décret présidentiel en 2011. L'intégration des Plans de Développement des Imadats dans les stratégies locales et régionales du développement économique ne peut plus être conduite comme elle a été conçue par le rapport de pré-évaluation. Le partenariat avec le Conseil Régional et tous les profits qui auraient pu en découler en termes de financement de certaines des composantes du développement communautaire local sur les budgets régionaux n'est plus à considérer de la même manière.
3. La reconstitution et le redémarrage du travail avec les CDI et les GDA s'insèrent dans l'esprit de la circulaire du Ministre de l'Agriculture en 2011 qui invite les services spécialisés des CRDA à œuvrer pour que tous les GDA procèdent à la tenue de leurs Assemblées Générales et renouvellent leurs comités dans le cadre des statuts en vigueur. Très souvent cette directive demeure un simple vœu pieux sur le terrain où il n'est pas encore aussi évidemment simple de la passer à la pratique. Cette première innovation (planification au niveau des secteurs administratifs) ne peut donc dans les conditions actuelles être objectivement évaluée. On ne pourra se prononcer sur l'option définitive à prendre en matière d'intégration des PDP dans le système de planification locale et régionale que lorsque les orientations nationales en matière d'organisation et d'administration du territoire auront été fixées par le système politique qui sera mis en place au terme de la période de transition démocratique que traverse la Tunisie.
4. Cependant, le projet ne peut pas interrompre le processus démarré de planification et de mise en œuvre des actions de développement au niveau des secteurs. Il doit redynamiser les CDI et réactiver l'élaboration et la signature des CPA avec des partenaires crédibles et représentatifs et relancer les BE dans la mission d'accompagnement des DCI dans la mise en œuvre des PDPs. La reconstitution des CDI préservera ce caractère informel et provisoire des CDI pour éviter de laisser s'installer un vide institutionnel qui sera difficile à combler lorsque au terme de cette période de transition, il s'agira de retrouver (même dans un nouveau cadre institutionnel aujourd'hui encore inconnu) le rythme de développement que le projet avait réussi à insuffler aux communautés rurales avant 2011.

5. **En matière de désengagement de l'administration par la sous-traitance des PDPs**, de l'accompagnement et de la vulgarisation aux BE privés, certains éléments d'information donnent à penser qu'il reste encore à travailler pour tirer tout le bénéfice potentiel de cette innovation. La tradition des attributions non régaliennes de l'administration aux bureaux spécialisés bien que, assez bien ancrée dans les esprits des deux côtés, maintenant, n'a ni entraîné un réel renforcement des capacités de contrôle et de pilotage de l'administration, ni aidé à promouvoir un secteur privé réellement compétent et jouissant de toutes les capacités techniques et des compétences en matière d'animation sociale et de communication nécessaires. L'application de la règle du moins disant dans le recrutement des BE, selon les procédures des marchés publics a, écarté les BE ayant ou pouvant mobiliser des compétences de haut niveau et donc chères. Les BE qui proposent des prix compétitifs le font parce que, souvent, ils comptent sur un personnel occasionnel, employé à la tâche ou à temps partiel et ne pouvant donc assurer la continuité nécessaire à une vision intégrée du développement. Souvent aussi, la compétitivité financière est associée à des services fournis par un personnel constitué de cadres et de techniciens débutants au coût salarial réduit à la mesure de son expérience.

6. **Pour ce qui concerne le partenariat**, Nonobstant les gains méthodologiques et l'élargissement catégoriel et géographique du champ d'intervention du projet que le partenariat a permis, cette innovation présente quelques insuffisances à combler. La conjoncture a eu les mêmes effets de freinage sur l'ensemble des intervenants. Les moyens mis à la disposition des partenaires (financements, équipements etc.) ne se sont pas révélés suffisants pour inciter tous les partenaires à assurer une participation suffisante aux travaux d'élaboration de PDPs. Le partenariat avec l'ANETI et l'ODNO, principal outil de mise en œuvre d'une politique audacieuse de création d'emplois d'AGRs et de PME, n'est pas suffisamment encadré par des structures qui lui sont spécialement dédiées au niveau de l'UPLC. Par manque de moyens humains, l'UPLC ne peut pas assurer la relève pour garantir un suivi des projets installés dans le cadre du partenariat (406 micro-projets ANETI et 18/32 projets PME /ODNO). L'ANETI et l'ODNO n'ont ni la tradition ni les moyens humains d'assurer un tel suivi de terrain. Les recommandations d'insertion de l'activité du BRET et de l'ODNO dans le système de suivi-évaluation du projet, formulées par les précédentes missions de supervision, n'ont pas été suivies d'effets.

7. Le partenariat avec l'OEP est une expérience réussie qui gagnerait à être soutenue jusqu'à son terme (à la fin de 2014). Ses réussites techniques génèrent une adhésion de la population qui y a trouvé un intérêt économique certain. La population montre des signes de volonté d'appropriation de ces résultats qu'il s'agit à présent d'encadrer et d'organiser en préparation de la stratégie de sortie du projet. Les problèmes d'organisation de la collecte du lait qui, à un certain moment menaçaient de compromettre les réussites techniques de ce partenariat, n'ont été que partiellement résolus. Les résultats techniques positifs et l'adhésion de la population qui en découle commencent à générer une production additionnelle et une qualité du lait qui militent en faveur d'une meilleure organisation de la population par la création de SMSAs, au moins 2 sur toute la zone du projet qui prendraient une part à la collecte future et contribueraient à offrir les services dont les producteurs auraient de plus en plus besoin au fur et à mesure du développement ascendant que ce partenariat a créé.

8. Le partenariat avec l'AFA a permis d'aboutir au remembrement de 1500 ha dont les travaux ont été achevés; un deuxième contrat a été conclu avec l'AFA pour une superficie de 1500 ha et dont les travaux ont démarré.

9. D'autres partenariats aurait dû être conclus qui auraient amené d'autres valeurs ajoutées au projet, notamment un partenariat direct du projet avec les fournisseurs de crédits et d'investissements et en particulier la BTS et la BFPME qui aurait permis l'injection de plus de crédits du fait de la garantie morale qu'aurait constitué le cautionnement des projets étudiés et encadrés par le BRET et l'ODNO et cautionnés par le Projet. Citons également un partenariat direct avec l'AVFA qui aurait fourni un meilleur encadrement de l'expérience de sous-traitance de la vulgarisation et du conseil agricoles aux BE privés.

Annexe 1: Etat des projets d'AEP

PROJET DE DEVELOPPEMENT AGRICOLE INTEGRE DE SILIANA (PHASE II)
Etat d'avancement des travaux des projets d'alimentation en eau potable

N°	Nom du projet	Secteur	Délégation	Financement	Réalisation		%Avancement	Année	Etat d'avancement	
					Nbre habitants	Coût (MDt)				
Création d'AEP										
1	Aouled Ezahi	El Gaara	Maktar	FIDA	183	266	100	2011		
2	Aouled Tilil	El Fdhoul	Kessra	FIDA	53	70	100	2011		
3	Bennouria	Lagssab	Gaafour	FIDA	50	59	100	2011		
4	Khankat Zgallas	Hbabsa -S	Rouhia	FIDA	156	288	100	2010		
5	Msilib-Souoïdia	Saïar	Maktar	FIDA	286	205	15	2012	démarrage des travaux en février 2013 pour un délai de 210 jours; les travaux ont été arrêtés par le CRDA, en attendant l'accord de la SONEDE, sur le point de piquage sur son réseau	
6	Marget El Ejla- Aouled Mrabet	Hamam- Kesra	Kessra	FIDA	152	137	15	2012	démarrage des travaux en février 2013 pour un délai de 150 jours; les travaux sont en arrêt, par ordre du CRDA et la reprise est tributaire de l'accord de la SONEDE, dont elle assure la source d'eau, sur le point de piquage sur son réseau	
7	Mjadbïa	Hbabssa	Rouhia	FIDA	750	266	75	2012	les travaux auraient dû être achevés en octobre 2013; l'opposition des riverains au réseau était la cause principale du retard; cette opposition a été levée et les travaux ont repris et l'achèvement est prévu en février 2014.	
8	El boumia	Soualem	Maktar	FIDA	240	273	50	2012	l'opposition des bénéficiaires était à l'origine de l'arrêt des travaux; le délai contractuel des travaux est de 210 jours, à partir de janvier 2013, et la reception était attendue en aout 2013; les travaux ont repris et l'achevèment est visé pour le mois d'avril 2014	
9	Ras Eloued	Ras Eloued	Maktar	FIDA	200	155	15	2012	le projet est en arrêt par décision du CRDA en attendant la confirmation de la SONEDE sur le point de piquage sur son réseau	
10	Bit Issa	Ellouza	Kessra	FIDA	60	46	100	2012		
11	Bit Abdessalem	Ellouza	Kessra	FIDA	90	49	100	2012		
12	Aouled Slama	Sfina	Bargou	FIDA	530	305	75	2012	les travaux de pose des conduites et construction des ouvrages de génie civil sont réalisés à 100%; par contre l'équipement de la station de pompage est programmé sur le financement BAD et l'appel d'offres sera lancé en décembre 2014; la mise en eau du système est attendue en mai 2014	
13	Erraalinine	Aouled Znag	Siliana Sud	Piseau II	280	413	40	2012	l'ordre de service a été notifié à l'entrepreneur en février 2013, pour un délai contractuel de 8 mois, Le plan de charge de l'entrepreneur, dans plusieurs gouvernorats, sa mauvaise organisation et le manque d'encadrement technique sur le chantier sont les causes du retard observé dans l'exécution du projet Errainine, l'achèvement des travaux est visé vers avril 2014,	
14	Ain jeddra	S-Hamada	Siliana Sud	FIDA	139	91	75	2012	l'opposition d'un groupe de bénéficiaires, pour le passage des conduites, et la mauvaise organisation de l'entrepreneur étaient les causes peincipales du retard enregistré dans l'exécution du projet; la réception aurait dû être réalisée en mai 2013, La réception pourrait être programmée en mars 2014	
15	Sfaya - Aouled Amor	Ain Boussadia	Bargou	FIDA	90	53	95	2012	la réception est programmé en décembre 2013.	
16	Babboucha	Msahla	Rouhia	FIDA	850		2 ème avis	2014	le 2 ème avis d'appel d'offres a été publié et la remise des offres est fixée pour le 6 décembre 2013; la durée des travaux est fixée à 10 mois; une mauvaise planification de l'exécution des travaux risquerait la non achèvement du projet avant le 31 décembre 2013 date limite d'achèvement du prêt FIDA.	
17	Bennouria	Lagssab	Gaafour	FIDA	2500	271	En cours d'enregistrement	2013	le delai du marché est de 6 mois; la réception doit être prononcée en juillet 2014	
18	Errhahla	Ain Zrig	Gaafour	FIDA	1500	353		2014	le delai des travaux est fixé à 6 mois; les travaux devrait terminer au plus en juillet 2014	
19	Aouled Aarfa	Drija	Bargou	FIDA	80		2 ème avis	2014	la date limite de remise des offres est le 6 décembre 2013; l'achèvement des travaux doit être programmé au plus tard en juillet 2014 pour une durée d'exécution de 5 mois.	
S/Total1					3259	2676				
Réhabilitation D'AEP										
1	El Mfathia	Saïar	Maktar	FIDA	825	311	100	2009		
2	Ouled Abda	Siliana S	Siliana Sud	FIDA	650	272	100	2009		
3	Jabnoun	H-Kessra	Kessra	FIDA	560	143	100	2009		
4	Dhouaouda	Kessra	Kessra	FIDA	150	189	100	2011		
5	Dkhila - Sodga	Sodga	Bargou	FIDA	670	193	100	2010		
6	Elbayadhe		Bargou	FIDA	220	271	En cours d'enregistrement	2013	le delai de réalisation est de 100 jours; achèvement vers avril 2014	
7	Dkhila	Sodga	Bargou	FIDA	100	170				le delai du marché est de 100 jours et la réception pourrait être engagée en avril 2014
8	Errouissine	Sidi Bourouis	Sidi Bourouis	FIDA	350	449				l'achèvement des travaux doit être prononcé au plus tard en aout 2014, pour un delai contractuel de 180 jours
9	Jenoua	Mansoura Sud	Kessra	FIDA	150	326	2 ème avis		remise des offres le 6 décembre 2014; delai du marché est de 180 jours; achèvement vers juillet 2014	
10	Aouled Ben Amor		Bargou	FIDA	800	149	2 ème avis	2014	remise des offres le 6 décembre 2014; delai du marché est de 100 jours; achèvement vers avril 2014	
11	Sodga	Sodga	Bargou	FIDA	240	272	2 ème avis		remise des offres le 6 décembre 2014; durée des travaux est de 210 jours; réception en juillet 2014	
12	Seïja	Seïja	Siliana Sud	FIDA	280	107	2 ème avis		remise des offres le 6 décembre; delai du contrat est de 100 jours; la mise en eau du système vers avril 2014 au plus tard.	
13	Bouebdellah	Bouebdellah	Kessra	FIDA	250		2 ème avis		le remise les offres est le 6 décembre 2013; la durée des travaux est fixée à 8 mois; la réception doit être programmée en octobre 2014.	
14	Mansoura	Mansoura Sud	Kessra	FIDA	220	362	2 ème avis			
S/Total2					2855	1108				
Construction des citernes										
	Sidi Morched, Sidi Mansour		Siliana Sud	FIDA	50	164	100	2010		
	Zone d'intervention		Zone d'intervention	FIDA	200	569	90	2012/2013	la construction de 175 citernes (7 lots de 25 ouvrages par lot) est en phase de finalisation et la réception sera réalisée en décembre 2013; par contre le lot 8 (25 citernes) a été attribué en novembre 2013 pour un délais de 100 jours .	
S/Total3					250	733				
Total Général					6364	4517				

Annexe 2: Etat des PI

Projet de Développement Agricole Intégré de Siliana (Phase II)
Etat d'avancement des travaux des Périmètres Irrigués

N°	Périmètres	Sources d'eau	Secteur	Délégation	Financement étude/travaux	Objet	Etudes		Réalisation				Etat d'avancement		
							Année	Coût (MDt)	Superf. (ha)	Coût (MDt)	% Avancement	Année	Nbre irriguants		
Création															
1	Sidi Mouallah	Forage	Haria	Rouhia	FIDA	Création	2008	93	60	303.000	100	2009	26		
						Electrification				35.975	100				
						Equipement				145.422	100				
2	Oued Zguifa	Forage	Rouhia	Rouhia	FIDA	Création	2008	4		260.509	100	2009	21		
						Electrification				82.250	100				
						Equipement				135.033	100				
3	Bled Debbich	Forage	Rouhia	Rouhia	FIDA	Création	2008	40		287.016	100	2009	26		
						Electrification				309.750	100				
						Equipement				112.313	100				
4	Sodga VII	Forage	Bhirine	Bargou	FIDA	Création	2008	40		821.172	100	2009	47		
						Equipement				106.099	100				
						Electrification				28.437	100				
5	Sidi Nawi	Forage	Sidi Hmada	Siliana sud	FIDA	Création	2008	20		267.044	100	2009	19	le problème de l'électrification est resolu et le raccordement de la station de pmpage est programmé par la STEG au cours du mois de décembre 2013.	
						Equipement				71.041	100				
						Electrification				55.125	95				
6	S'mati	BC S'mati	J'milette	Rouhia	FIDA	Création	2008		230	2180.000	100	2009	60		
						Electrification				233.378	100				
7	Oued ElAoud	Epandag e	Haria	Rouhia	AFD	Création	2009	13.6	400	835.000	70	2011	50	le rythme des travaux permet de prevoir la péception vers le mois d'avril 2014; suite à l'opposition d'un nombre d'agriculteurs d'une zone de 100 ha, le périmètre d'épandage se limite à l'aménagement de 300 ha.	
8	Hbabsa 1 et 2	Forage	Haria	Rouhia	FIDA	Electrification	2008		60	309.750	100	2009	40		
Réhabilitation															
9	Touir Ellil	Forage	Sidi Morched	Siliana sud	FIDA	Réhabilitation	2009	13.5	45	411.230	95	2010	34	les agriculteurs demandent la protection des conduites de refoulement et de distribution, contre les crues d'un oued. Une consultation, pour la déviation de ces deux conduites, est en cour. L'achèvement des travaux est programmé pour février 2014.	
						Equipement	2011			40.22965	100				
10	Kharrouba	Forage	Sidi Mansour	Siliana sud	FIDA	Réhabilitation	2009	13.5	71	908.495	75	2011	32	l'opposition d'un groupe d'agriculteurs, se trouvant à l'extérieur du périmètre,du passage de la conduite d'adduction, dans leurs parcelles et qui demandent des bornes d'irrigation en contre partie.Ce problème est en cours de résolution.L'achèvement des travaux est visé vers février 2014.	
						Equipement	2011			39.49425	100				
11	S.Hmada-Fdadine	Forage	Sidi H'mada	Siliana sud	FIDA	Réhabilitation	2009	13.5	45	265.282	95	2010	30	l'achèvement des travaux est programmé vers la fin du mois de décembre 2013.	
						Equipement	2011			42.58583	100				
12	Sodga III	Forage	Bhirine	Bargou	FIDA	Réhabilitation	2009	13.5	45	514.602	100	2010	78		
						Equipement	2011			107.2791	100				
13	Soualem	Forage	Soualem	Makthar	FIDA	Réhabilitation	2009	13.7	50				35		

Annexe 3: Etat des pistes

Projet de Développement Agricole Intégré de Siliana (Phase II)
 Etat d'avancement des travaux des pistes

N°	Localités		Secteur	Délégation	Réalisation				Etat d'avancement
	Départ	Arrivée			Long. (km)	Coût (MDT)	% Avancement	Année	
1	Hammem	Jebnoun	Hammem	Kesra	5.2	384	100	2008	
2	GP4 Makthar	Fej	Sidi Mansour	Siliana sud	3.5	338	100	2009	
3	Ras Maa	Zitouna	Sidi Morched	Siliana sud	2	272	100	2009	
4	Faouar snoussi	Route sodga	Sidi H'mada	Siliana sud	2.3	184	100	2009	
5	Nouamchia	Njaimia	Ras El Oued	Makthar	4.85	859	60	2013	les travaux du corps de la chaussée seront achevés en janvier 2014 et l'entretien en avril 2014.
6	Chouarnia	Houamed	Chouarnia	Makthar	2	940	80	2011	il reste la mise en œuvre du revêtement en bicouche qui nécessite des conditions climatiques favorables; ces travaux seront achevés à partir du mois de Mars 2014 et par conséquent la réception pourrait être programmée à partir du mois de mai 2014.
7	Msilib	Argoub	Sayar	Makthar	1.0				même contrainte du projet Chouarnia
8	Ajeijia Haria	Tarfaoui	Haria	Rouhia	2.77	1078	15	2013	les travaux sont en cours de réalisation et l'entrepreneur vise à les terminer vers Mai 2014.
9	Ouled Khedher	Rte J'milette	Haria	Rouhia	10			2013	le 2 ^{ème} avis d'appel d'offres sera lancé en décembre 2013; la réception de la piste est visé en septembre 2014, pour un délai du marché de 5 mois.
10	Kharrouba	El Gabel	Gabel	Siliana sud	5.96	1507	45	2011	après 3 mises en demeure, l'entrepreneur a repris les travaux et avec ses moyens l'achèvement pourrait être programmé vers juin 2014.
11	Ramlia	El Gabel	Gabel	Siliana sud	3.84				
12	Zoghba	Ain Forna	Forna	Bargou	2.37	815	80	2011	même contrainte du projet Chouarnia
	Aouled Rajeh			Sidi Bourouis	2.5				
13	S,H'mada	Parc serj	S,H'mada	Siliana sud	3.563	1816		2013	le démarrage de l'aménagement de la piste est programmé, par l'entrepreneur, en décembre 2013.
14	Jmilette	PI s'mati	Jmilette	Rouhia	8	1829	30	2013	reprise des travaux en décembre.
	Total				56.3	8206.0			cout total sans le projet ouled Khedher.

Annexe 4: PTBA 2014- PDAI

Projet de Développement Agricole Intégré de Siliana (Phase II)																
Contenu financier du PTBA 2014																
Désignation des composantes/actions	Unité	Prévision		Réalisation 2013			Prév. doc de l'année	Prév. CPA	PTBA 2014							
		Prév. CPA	Prév. FIDA	Réalisation Total projet	Réalisation FIDA	Réalisation FEM			Réalisation Trésor	FINANCEMENT						
										Hors Budget		Don	Budget		Bénéf.	
									FIDA	AFD	FEM	projet	Autres			
A DEVELOPPEMENT LOCAL INTEGRE																
1- Elaboration des PDP et CP																
Elaboration des PDP *	PDP															
Accompagnement à la mise en œuvre des CPA	CDI															
Appui technique aux GDA	GDA	76	68	14	12,5		1,5	213,0	130	110			20			
TOTAL S.COMPOSANTE		76	68	14	13		1,5	213	130	110	0	0	20	0	0	
2- Conseil agricole aux producteurs								109,7								
Référentiels techniques																
Conventions de recherche développement	unité							62,4								
Conseil en agriculture et en élevage	pers/an								59	50			9			
Encadrement de l'élevage bovin laitier																
Formation méthodologique	FF							9,9								
Conseil vulgarisateur privé		69	62					37,4								
TOTAL S.COMPOSANTE		69	62					109,7	59,0	50,0	0,0	0,0	9,0	0,0	0,0	
3- Soutien à la production agricole et pastorale																
Soutien à l'arboriculture		400	240	1168	467			1367,5								
Plantations d'arbres fruitiers en irrigué	Ha							77,7								
Plantations d'arbres fruitiers au pluvial	Ha	400	240	1168	467			1165,5	1212	485					727	
Formation des agriculteurs		0														
Journées de formation et d'information								49								
Actions de démonstration	U							76								
Remembrement des terres	FF							0								
Autres actions de soutien		1625	0	374	0	0	374									
Achat des génisses		160														
Construction étables		200		33,3			33,3									
Achat des Béliers géniteurs		30														
Construction des bergeries		120		19,2			19,2									
Magasins et hangars		500		100,6			100,6									
Matériel agricole		30		59,9			59,9									
Petit élevage		10														
Citermes tractées		15														
Citermes à eau pluviales		200		41,4			41,4									
Travaux de CES		220		106,8			106,8									
Plantation et clôture		140		13,2			13,2									
TOTAL S.COMPOSANTE		2025	240	1542	467	0	374	1368	1212	485	0	0	0	0	727	
Désignation des composantes/actions	Unité	Prévision		Réalisation 2013			Prév. doc de l'année	Prév. CPA	PTBA 2013							
		Prév. CPA	Prévi FIDA	Réalisation Total projet	Réalisation FIDA	Réalisation FEM			Réalisation Trésor	FINANCEMENT						
										Hors Budget		Don	Budget		Bénéf.	
									FIDA	AFD	FEM	projet	Autres			
4- Conserveation et protection des RN																
4.1- La conservation des eaux et du sol :																
Lutte contre le ravinement								107,8								
Ouvrages de recharge																
Ouvrages de protections									2000	1695			305			
Correction des ravins								127,9								
Végétalisation des ravins																
Lacs collinaires																
Etudes																
Travaux																
Equipement des Lacs collinaire																
Traitement des interfluves																
Banquettes mécaniques								268,6								
Banquettes mamelles								83,1								
Cordons en pierres sèches								103,9								
Seuil en pierres sèche																
Technique douces								19,2								

Cuvettes individuelles pour arboriculture								36,8								
Autres actions								194,2								
Sauvage et entretien des ouvrages								159,9								
Consolidation par arbres agro-sylvo-pastoraux		780	468													
Piste GRN																
4.2- L'amélioration des parcours privé																
Périmètres pastoraux								129,5								
Amélioration de parcours				685		685		38,8								
Autres actions																
Cultures fourragères																
4.3- Protection et dev. du domaine forestier																
Création de périmètres sylvo-pastoraux								64,7								
Entretien de périmètres sylvo-pastoraux								48,6								
Eclaircies forestières								77,7								
Reboisement																
Entretien Trachées P F								11								
Réhabilitation de 04 périmètres																
TOTAL S.COMPOSANTE		780	468	685	0	685	0	1471,7	2000	1695	0	0	305	0	0	

Désignation des composantes/actions	Unité	PTBA 2013													
		Prév. CPA	Prév. FIDA	Réalisation Total	Réalisation FIDA	Réalisation FEM	Réalisation Trésor	Prév. doc de l'année	Prév. CPA	FINANCEMENT					
										Hors Budget		Don	Budget		Bénéf.
										FIDA	AFD		projet	Autres	
5- Aménagements hydro-agricoles															
Périmètres irrigués sur forages :		1444	1221	1039	882		157	0	400	340	0	0	90		
Création des périmètres	Nombre							0							
Electrification des PI	Nombre	471	399	471	399,2		72	0							
Réhabilitation des périmètres								0							
Equipements hydromécaniques des forages		460	389	460,2	391,3		69	0	400	340			90		
Etudes															
Brise vent															
création de forage		354	300												
équipement hydrauliques (des forages à créer)		159	133	108	92		16								
Périmètres irrigués sur barrages collinaires:		0						0	2000	1695			305		
Création des périmètres															
Équipement des périmètres															
Renforcement et réhabilitation des accès dans les PPI									2000	1695			305		
Périmètres irrigués par épandages :															
Création des périmètres															
Réhabilitation des périmètres															
Etudes															
Périmètre irrigué indiv D-Périmètre irrigué individuel				197,9	0	0	197,9	431,4							
Construction bassin de stockage				51			51	51,2							
Curage et approfondissement de puits				74			74	32							
Equipements hydrauliques et abris	U			72,9			72,9	63,3							
Matériel d'économie d'eau								284,9						0	0
TOTAL S.COMPOSANTE		1444	1221	1237	882	0	355	431	2400	2035		0,0	395,0	0,0	0,0
6- Alimentation en eau potable															
Etude de projet d'AEP	Nombre														
Création de projets	Nombre														
Réhabilitation des projets															
Réalisation des travaux et équipements :		0													
Création de projets		3803	3223	815	666		149		790	669			121		
Réhabilitation des projets				881	746,6		134,3		1210	1025			185		
Equipement des stations de pompage des projets AEP		150	127												
électrification des stations de pompage d'AEP		218	185	218	184,7		33,3	0							
Equipement d'électrification des stations de pompage d'AEP		200	169												
Citernes pluviales		62,5	53					0							
TOTAL S.COMPOSANTE		4434	3757	1914	1597		316,7	0	2000	1695	0	0	305	0	0
7- Pistes rurales	km							0							
Etudes d'aménagement des pistes rurales	km							0							
Travaux d'aménagement des pistes rurales	unité	4130	3500	3869	3278		590,2		2000	1695			305,08		
Ouvrages de franchissement								0							
Autres pistes GRN				1816		1816									
TOTAL S.COMPOSANTE		4130	3500	5685	3278	1816	2406	0,0	2000	1695	0	0	305	0	0
TOTAL COMPOSANTE A		12957	9316	11077	6238	2501	4839	3593	9801	7765	0	0	1339	0	727

Projet de Développement Agricole Intégré de Siliana (Phase II)																
Contenu financier du PTBA 2014																
Désignation des composantes/actions		Unité	Prév. CPA	Prév FIDA	Réalisation Total projet	Réalisation FIDA	Réalisation FEM	Réalisation Trésor	Prév. doc de l'année	Prév. CPA	PTBA 2013					
											FINANCEMENT					
											Hors Budget		Don	Budget		Bénéf.
FIDA	AFD	FEM	projet	Autres												
B	APPUI A L'EMPLOI															
1- Promotion de l'invest, privé et des PME									103,8							
Acquisition de véhicules TT																
Acquisition équipements de bureaux																
Organisations des séminaires		Unité							6,2							
Formation des cadres									12,5							
Perfectionnement du personnels									12,5							
Réhabilitation de la zone des petits métiers MAKTAR																
Réhabilitation de la zone des petits métiers BOUARADA																
Fonds d'étude et de conseil									12,5							
Etudes de création des entreprises																
Etudes thématiques									6,2							
Création de petites et moyennes entreprises																
Cout recurrent									53,83							
TOTAL S.COMPOSANTE			0	0					103,7	0	0	0	0	0	0	0
2- Appui aux micro entreprises et à l'emploi									189,6							
Matériel et équipement																
Acquisition de véhicules TT																
Perfectionnement des conseillers									12,5							
Diagnostic et mise à niveau des micro entreprises									12,5							
Formation des cadres									25							
Nouveaux outils d'appui									12,5							
Voyages d'étude et stages									6,2							
Etudes thématiques									15							
Installation de micro- projets																
Formation des promoteurs																
Projets créés																
Fonctionnement									106,01							
Etude d'évaluation de la composante B										59	50			9		
TOTAL S.COMPOSANTE			0	0					189,71	59	50	0	0	9	0	0
TOTAL COMPOSANTE B			0	0					293,4	59	50	0	0	9	0	0
Projet de Développement Agricole Intégré de Siliana (Phase II)																
Contenu financier du PTBA 2014																
Désignation des composantes/actions		Unité	Prév. CPA	Prév FIDA	Réalisation Total	Réalisation FIDA	Réalisation FEM	Réalisation Trésor	Prév. doc de l'année	Prév. CPA	PTBA 2013					
											FINANCEMENT					
											Hors Budget		Don	Budget		Bénéf.
FIDA	AFD	FEM	projet	Autres												
C	RENFORCEMENT INSTITUTIONNEL															
1- Renforcement des moyens des CRDA																
Matériels et équipements									11,90							
Ordinateurs																
Moyens de transports GR		Unité	50	30	48	29		19								
Formation		FF							50,00							
Cout recurrent									238,63							
TOTAL S.COMPOSANTE			50	30	48	29	0	19	300,53	0	0	0	0	0	0	0
2- Fonctionnement de l'unité du projet									60,3							
Matériels et équipements																
Moyens de transports																
Ordinateurs			18	16												
Personnel contractuel																
Système de suivi-évaluation																
Formation des cadres			20	18	13,24	11,82		1,423	100,00							
Missions et stages à l'étranger																
Etude d'impact																
Revue mi-parcours																
Rapport d'achèvement									52,40	59	50			9		
Appui technique et méthodologique									7,90							
Fonctionnement			699		100				199,86	230				230		
TOTAL S.COMPOSANTE			737	34	113,2	11,82	0	101,4	360,16	289	50			239		
TOTAL COMPOSANTE C			787	64	161	41			660,69	289	50	0	0	239	0	0,00
TOTAL COMPOSANTES D																
			3169													
TOTAL GENERAL			16913	9380	11238	6278	2501	4839	4547	10149	7865	0	0	1587	0	727

Annexe 5: PTBA 2014 composante-FEM

	Désignation	Quantités physiques		Cont en USD		cont en DT
		Unité	2014	Prix Unitaire	2014	2014
COMPOSANTE1:POLITIQUE DE RENFORCEMENT ET CADRE DE PLANIFICATION POUR L'INTEGRATION DE LA GDT						
DGEQV	Création de base de données sur la gestion des connaissances (bibliothèque virtuelle)	Forfait	1	25000	25 000,00	40 000,00
DGEQV	Mise en réseau à partir d'internet	Forfait	1	30000	30 000,00	48 000,00
	Sous-composante 1.2:renforcement institutionnel de la gestion durable de terres					0,00
UPLC	Formation des opérateurs du CRDA)	Session	1	22000	22 000,00	35 200,00
UPLC	Acquisition du matériel pour le renforcement du laboratoire d'analyse du sol	Consultation	1	20000	20 000,00	32 000,00
	Sous composante1:3 Perfectionnement du système national de S&E					0,00
DGEQV	Evaluer les besoins du système	Etude	1	50000	50 000,00	80 000,00
	Test mise en route formation des utilisateurs et opération du système de SE du					
DGEQV	PDAl II (développement d'un système de renforcement de capacités)	Forfait	1	0	50 000,00	80 000,00
	Sous total composante 1				197 000,00	315 200,00
COMPOSANTE2: INTEGRATION DE LA GDT AUX ACTIVITES AGRICOLES						
	2.1sous composante 2.1:Investissent dans la GDT dans les activités agricoles					
UPLC	Formation et appui aux agriculteurs pour la promotion de la biodiversité local	Groupe d'agriculteur	10	750	7 500,00	12 000,00
UPLC	Formation et appui aux agriculteurs pour la promotion des techniques d'adaptation aux CC	Groupe d'agriculteur	200	750	7 500,00	12 000,00
UPLC	Conservation de la Biodiversité locale	Ha	200	500	100 000,00	160 000,00
UPLC	Agriculture organique /biologique					
	Elaboration et mise en œuvre d'un programme de promotion de l'agriculture biologique	Ha	250	150	107 000,00	171 200,00
	Formation et appui aux agriculteurs pour la promotion de l'agriculture biologique					
UPLC	Agriculture de conservation	Ha	600	150	90 000,00	144 000,00
UPLC	Adaptation aux changements climatiques	Ha	50	350	17 500,00	28 000,00
	2.2:Regroupement des terres					
UPLC	Planification et réalisation des activités de remembrement et conclusion des contrats avec les opérateurs concernés	Ha	1000	120	120 000,00	192 000,00
	2.3:Consolidation des investissements dans la CES					
UPLC	Réalisation des actions de consolidation des ouvrages	Ha	500	237	118 500,00	189 600,00
UPLC	2.4 Drainage	Ha	1000		1 250 000,00	2 000 000,00
	SOUS total composante2				1 818 000,00	2 908 800,00
COMPOSANTE 3: INTEGRATION DE LA GDT AUX ACTIVITES SYLVO-PASTORALES						
	3.1sous composante3.1: Promotion des systèmes Communautaires					
UPLC	Appui matériel aux GDA/SMSA (investissement)	forfait	2	50000	100 000,00	160 000,00
UPLC	Consolidation biologique des ouvrages de CES par des espèces pastorales					
	Mise en place de parcelles de démonstration	parcelle	3	500	1 500,00	2 400,00
	3.2Sous composante 3.2: Amélioration des terres de parcours					0,00
UPLC	Etude et Réalisation des aménagements (parcellaire, amélioration pastorale, points d'eau,.....)	Ha	500	450	225 000,00	360 000,00
UPLC	Elaboration et mise en œuvre d'un plan de réaménagements des pépinières et d'un programme de production des plants	Unité	4		450 000,00	720 000,00
	3.3 Sous composante 3.3:développement de micro entreprise					
UPLC	Assistance technique et renforcement des micro-entreprises retenues	Forfait	1	32500	32 500,00	52 000,00
	sous totalcomposante3				809 000,00	1 294 400,00
COMPOSANTE 4:CONSERVATION DE LA BIODIVERSITY o JBEL ESSERJ						
DGEQV	Formation de 5 membres du personnels de PN de Jebel Esserj	session	1	12000	15 000,00	24 000,00
DGEQV	Etude de la conception d'un système S&E du PN de Djebel Esserj	consultation	0,8	20000	4 000,00	6 400,00
DGEQV	Equipement Ecomusée	forfait	1	60000	60 000,00	96 000,00
DGEQV	Equipements Structures d'accueil des visiteurs	forfait	1	35000	35 000,00	56 000,00
DGEQV	Installation pour enfants	pièce	1	12000	12 000,00	19 200,00
	sous total composante4				126 000,00	201 600,00
Composante5:GESTION DU PROJET						
	Appui au fonctionnement de l'unité de coordination	Forfait	1	12000	15 000,00	24 000,00
UPLC	Communication voyages et divers (déplacements)	Forfait	1	10000	20 000,00	32 000,00
	Examen ami parcours	Etude	1	40000	20 000,00	32 000,00
	Mission d'appui extérieur (selon les besoin)	Mission	1	5000	15 000,00	24 000,00
	Sous total composante5				70 000,00	112 000,00
	Total couts d'investissement				3 020 000,00	4 832 000,00